



COMPAGNIE INTERCOMMUNALE LIEGEOISE DES EAUX - S.C.R.L.

PLAN STRATÉGIQUE 2011-2013

PREAMBULE

Comme vous le savez, le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation prévoit, pour la seconde fois, la présentation d'un plan stratégique d'une durée de trois ans.

Le document qui vous est présenté, ci-après, couvrira donc la période 2011 à 2013.

Conformément aux prescrits légaux, il présente également une évaluation des actions menées en 2009.

Pour la facilité du lecteur et compte tenu de la politique d'investissement liée aux importants crédits octroyés par la Banque Européenne d'Investissement, la structure du document sera semblable à celle de l'évaluation qui a été présentée au Conseil d'Administration du 27 octobre 2009.

Bonne lecture

(s) J.-G. GODEAUX, Président

SOMMAIRE

I	LES OBJECTIFS	p 3
	A) PROTECTION DES CAPTAGES	P 3
	B) TRAITEMENT DE L'EAU	P 6
	C) ACTIVITES DE PRODUCTION	P 7
	D) DEDOUBLEMENT DE L'ADDUCTION DU NEBLON ET INTERCONNEXION NEBLON-MODAVE	P 9
	E) L'ACTIVITE DE DISTRIBUTION	P 13
	F) LE SYSTEME DE MANAGEMENT DE LA QUALITE	P 15
	G) COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES	P 16
	H) PARTICIPATION A L'AIDE HUMANITAIRE	P 17
	I) LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	P 18
	J) LA GESTION DES PENSIONS	P 22
II	EVALUATION BUDGETAIRE AU 31-12-2009	p 23
	- ACTIVITE DE PRODUCTION	P 23
	- ACTIVITE DE DISTRIBUTION	P 29
	- CONCLUSIONS	P 36
III	LES PERSPECTIVES FINANCIERES 2011-2013	p 37
	3 INTRODUCTION	P 37
	3.1 LE BUDGET GENERAL	P 39
	- BUDGET GENERAL 2011 : ACTIVITE DE PRODUCTION ET ACTIVITE DE DISTRIBUTION	P 44
	- BUDGET GENERAL 2012 : ACTIVITE DE PRODUCTION ET ACTIVITE DE DISTRIBUTION	P 49
	- BUDGET GENERAL 2013 : ACTIVITE DE PRODUCTION ET ACTIVITE DE DISTRIBUTION	P 54
	- PERSPECTIVES BUDGETAIRES 2010 A 2015 : ACTIVITE DE PRODUCTION	P 64
	- PERSPECTIVES BUDGETAIRES 2010 A 2015 : ACTIVITE DE DISTRIBUTION	P 69
IV	RAPPORT RELATIF AUX COMPTES APPROUVES ET LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION ET DE REALISATION POUR LES ANNES 2011-2012-2013	p 74

I. LES OBJECTIFS

A) PROTECTION DES CAPTAGES

1. Le contexte

La CILE a pour objectif de protéger ses prises d'eau, la mission principale du service de Protection des captages étant de veiller à la préservation et à la pérennité de la qualité de ses ressources en eau souterraine. Cette mission est exercée suivant 3 axes stratégiques essentiels :

- la délimitation des zones de prévention en vue d'y mettre en conformité les installations existantes. Il s'agit d'une obligation légale, en ce compris l'indemnisation des tiers qui doivent se mettre en conformité. La mission de protection des captages a été confiée par le Gouvernement wallon à la SPGE avec laquelle la CILE a conclu un contrat de service. La CILE a fait le choix de délimiter, elle-même, les zones de prévention autour de ses prises d'eau, tandis que l'étude des travaux de protection à y réaliser et leur exécution seront confiées à la SPGE via sa filiale PROTECTIS, moyennant l'accord des tiers concernés. La CILE réalisera une première estimation des travaux en porte à porte en vue d'une évaluation plus précise des programmes d'actions conformément aux dispositions du Code de l'Eau ;

- la surveillance générale des zones de captage qui comprend la recherche des risques de pollution, la sensibilisation des tiers par des avis circonstanciés ainsi que le suivi des pollutions accidentelles. Le suivi des travaux de mise en conformité ainsi que la planification de visites périodiques après travaux permettront de maintenir le contact établi avec les habitants ou exploitants lors de la première estimation du programme de mise en conformité ;

- la sûreté des ouvrages au travers d'une surveillance spécifique des installations de prise d'eau et des principaux ouvrages d'adduction, mise en place à la suite des attentats du 11 septembre 2001.

2. Les objectifs opérationnels.

Les zones de prévention

- Les galeries de Hesbaye : la révision du Code de l'Eau a été publiée au Moniteur Belge en 2009. Les nouvelles dispositions habilite le Ministre à prendre des actions particulières qui permettraient de mettre en place une politique de protection spécifique pour ce captage d'exception. Si le principe d'une démarche particulière est approuvé par la Région et moyennant des modalités encore à préciser et dépendant de nombreux paramètres non maîtrisables par la CILE seule, la mise à l'enquête publique du projet de zone de prévention pourrait être envisagée dans le cadre de ce plan stratégique en vue d'une désignation officielle à l'horizon 2015 (conformément aux objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau).
- Le captage de Triffoy à Modave : le dépôt du projet de zone de prévention a été retardé. Une évaluation plus précise, en porte à porte, des travaux est envisagée. Le dossier pourrait être déposé dans le courant du premier semestre 2011. En ce qui concerne l'assainissement des eaux usées, l'étude de zone est en cours de réalisation par l'AIDE.

- Les captages de Pêchet à Hamoir : une étude a été réalisée en 2010 qui conduira vraisemblablement à une modification de l'extension des zones de prévention. Le dossier devrait être introduit auprès de la SPGE dans le courant de 2011.
- Le captage de Moulin à Anthisnes : en raison de la difficulté de le protéger, ce captage doit être mis hors service. Cette dernière pourrait intervenir à l'horizon 2012, suivant l'avancement de la nouvelle adduction du Néblon.
- Les captages de Visé : la délimitation des zones de prévention a été reportée dans le programme d'actions 2010-2014 de la SPGE.
- Les prises d'eau de Malplaquet et de Tillesse à Tinlot : elles ont été reprises par la CILE en 2009 et inscrites au programme de protection 2010-2014 de la SPGE. Une décision devra intervenir quant à leur maintien en regard de leur importance, de leur vulnérabilité, des coûts de protection et du passage de la nouvelle adduction du Néblon à proximité.
- Les captages du Néblon : les travaux de mise en conformité des dépôts d'hydrocarbure chez les particuliers ont été finalisés au début de l'année 2010. Il restera deux réservoirs enterrés à remplacer ainsi que les actions concernant 9 exploitations agricoles. La question de l'assainissement des eaux usées domestiques a été étudiée par l'AIDE et l'AIVE, un programme et des délais de mise en conformité est actuellement soumis à l'approbation du ministre.
- Le captage de Saint-Pierre à Modave : les travaux de mise en conformité des dépôts d'hydrocarbure chez les particuliers ont été confiés par PROTECTIS au bureau d'études ARCADIS. Selon nos informations, ils pourraient être réalisés à l'horizon 2012. En ce qui concerne l'assainissement des eaux usées, l'étude de zone est en cours de réalisation par l'AIDE.

Conformément aux nouvelles dispositions du Code de l'Eau, les programmes d'actions devront être actualisés dans les zones de prévention qui ont déjà été délimitées par un arrêté ministériel et soumis à la SPGE au début 2011, plus détaillés et comprenant une proposition de planning de réalisation. Il s'agit des prises d'eau du Néblon, de Saint-Pierre et de Pêchet. Ces programmes actualisés comprendront, outre les actions décrites ci-dessus, des acquisitions de terrain et la pose de clôtures autour de nos zones de captage.

La réalisation de ces objectifs est fortement tributaire de facteurs externes. Les prestations nécessaires sont estimées à 1,5 équivalents temps plein, encadrement compris. Les dépenses font l'objet d'une intervention à 100 % de la SPGE. L'avancement et les coûts sont suivis au travers de deux indicateurs figurant dans le rapport d'évaluation : RA2 - *Taux de protection* et RB4 - *Coût moyen de protection*.

3. La surveillance générale des zones de captage

Il s'agit d'un axe stratégique essentiel de la politique de la CILE pour la préservation de ses ressources en eau, suivant principalement trois objectifs permanents :

- la surveillance sur le terrain comprenant, en particulier, un contrôle visuel récurrent de l'environnement des prises d'eau, la visite de certaines installations chez des tiers, le suivi auprès des communes des demandes de permis d'urbanisme et d'environnement susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux souterraines ;
- l'analyse des risques et la remise d'avis sur les projets d'installations et d'activités dans les zones de captage, visant à y sensibiliser les tiers et les principaux acteurs, publics et privés, en matière de prévention. Le contrôle de la prise en compte des avis ;
- le suivi des mesures prises par les tiers en cas d'accident impliquant un risque de pollution ainsi que d'éventuels plans d'assainissement.

Le service développera au cours de ce plan stratégique un programme de surveillance des zones de prévention s'inspirant du plan HACCP qui a été mis en place à Pêchet et concernant la ressource. Il mettra également au point un programme de visites périodiques des installations mises en conformité chez les tiers afin de s'assurer qu'elles ne se dégradent pas, de suivre leur évolution ainsi que d'anticiper de nouvelles activités et maintenir le contact et la sensibilisation des acteurs sur le terrain.

Enfin, une collaboration est initiée avec l'asbl Nitrawal en vue d'établir un programme d'actions et de sensibilisation des agriculteurs au Néblon, basé sur l'analyse de leurs effluents et d'échantillons de sol, visant à déterminer des plans de fertilisation susceptibles de réduire les pertes d'azote vers les eaux souterraines. La réalisation de ce programme débute en 2010 et devrait durer plusieurs années.

Les moyens disponibles pour la réalisation de ces objectifs sont essentiellement humains, à hauteur de 2,5 équivalents temps plein, encadrement compris. Le but, sur base du volume d'activité enregistré ces trois dernières années, est de pouvoir traiter entre 350 et 400 dossiers par an. En ce qui concerne la collaboration avec Nitrawal, une intervention financière de la CILE pourrait être sollicitée pour les analyses de sol, évaluée à environ 2.500 euros par an.

Le niveau d'activité ainsi que les délais tenus pour l'élaboration et la remise des avis sont suivis par un indicateur au niveau du service.

4. La sûreté des ouvrages

Il s'agit d'une mission permanente, consistant à organiser le passage visible d'un agent, et donc une certaine présence, sur une sélection de 101 ouvrages jugés sensibles, de manière totalement aléatoire et à des moments variables, y compris en dehors des heures de service, le week-end et les jours fériés. L'objectif est que, en moyenne, tous les ouvrages soient visités environ 5 fois par mois. Il est prévu de revoir la mission et les moyens, essentiellement humains, dans le courant de l'année 2011. Ces derniers sont estimés à 0,5 équivalent temps plein.

5. L'accroissement des ressources

Le projet d'un nouveau captage par puits dans le bassin du Néblon, en amont des galeries, est maintenu. Sa réalisation est conditionnée à la possibilité de le raccorder à la nouvelle adduction du Néblon ainsi qu'aux résultats des discussions entamées sur la mise en place d'un schéma directeur de l'exploitation de l'eau en région wallonne.

B) TRAITEMENT DE L'EAU

Le fait de pouvoir garantir à ses clients un approvisionnement en eau constant et continu, tout en leur assurant une garantie sur sa qualité, fait partie intégrante des valeurs défendues par la CILE.

Afin de rencontrer ces dernières, plusieurs objectifs en terme de traitement d'eau sont prévus pour les années à venir.

D'une part, l'évolution à la hausse des teneurs en nitrates au niveau des galeries de la Hesbaye implique la mise en place de stations de traitement de dénitrification. L'issue de l'évolution de la concentration en certains produits phytosanitaires restant incertaine incite à la prudence. Dès lors la mise en place de modules de traitements complémentaires pour contrôler cette évolution est également envisagée.

Parallèlement à cette problématique, la CILE continue à se pencher sur la possibilité de pratiquer un adoucissement de l'eau de certaines de ses ressources.

Au vu de ces divers éléments, les objectifs et échéances suivantes sont avancés :

- pour fin 2011, une étude finalisée de conception des traitements au niveau de nos deux principaux centres de production d'eau issue de la Hesbaye (Ans et Hollogne) permettra de statuer sur le contenu du traitement (dénitrification, abatement des pesticides et éventuellement adoucissement), les filières retenues et leur emplacement. La réalisation des usines devrait s'étaler sur 2012, 2013 et 2014 ;
- parallèlement, une unité de dénitrification et d'abattement des pesticides, éventuellement complétée d'un adoucissement, sera construite au niveau d'un pompage sur la galerie et nous permettra d'alimenter les stations actuelles de Waroux et Xhendremael. La fin de l'étude est prévue pour le second semestre de 2011 et la fin de la réalisation pour fin 2013 ;
- l'alimentation de la prison de Lantin qui actuellement se fait par un pompage au droit de la galerie, sera modifiée de manière à également être alimentée par une eau de qualité optimale.

Dans l'attente de ces stations, si les teneurs en nitrates devaient continuer à évoluer défavorablement en Hesbaye, les travaux de sécurisation de nos principaux centres de production réalisés lors du plan triennal 2008-2010 nous permettront de réaliser un abatement via un mélange avec des eaux plus pauvres en nitrates.

En tout état de cause, la CILE veillera à garantir à ses clients une eau de qualité bien en deçà des seuils fixés par l'Union Européenne.

C) ACTIVITES DE PRODUCTION

1. Objectifs opérationnels

La mission dévolue au service Production-Adduction est d'assurer la production et le transport des eaux, dans des conditions optimales de qualité et quantité (débit, pression), vers les réseaux et ouvrages de tête de la distribution, en favorisant l'utilisation des ressources propres et en minimisant les interruptions de fournitures. La plupart des propositions émises dans le Plan Stratégique précédent pour mener à bien cette mission ont été étudiées et certaines déjà réalisées, dans le respect strict de l'enveloppe budgétaire définie dans le plan BEI.

2. La réhabilitation des ouvrages d'art et des bâtiments.

Les projets de réhabilitation se poursuivront dans les 3 années à venir sur les régions liégeoise (Cointe) et hutoise ainsi que la mise en place et/ou le remplacement de clôtures sur plusieurs parcelles d'ouvrages de production ou d'adduction.

3. La réhabilitation ou le remplacement de conduites à risques

Dans le même ordre d'idées, compte tenu de la vétusté de certaines conduites d'adduction, un plan d'assainissement a été déterminé sur base de plusieurs critères techniques (vétusté, fréquence des fuites survenues, importance des dégâts qu'une avarie pourrait provoquer, taille du réseau alimenté, ...). Parmi les chantiers les plus importants à venir, citons le remplacement des adductions rue de l'Hippodrome (Liège), rue de la Démocratie (Seraing), rue de Visé (Wandre) et avenue de l'Indépendance (Wandre). A noter également qu'une fois l'adduction du Néblon dédoublée et sécurisée par le captage de Modave (VIVAQUA), des travaux de réhabilitations de tronçons sur la conduite existante pourront être menés avec un minimum de perturbations sur les réseaux alimentés.

4. La Sécurisation

Complémentairement à ce renforcement des réseaux existants et toujours dans l'optique d'amélioration continue du service à la clientèle, la réflexion relative à la sécurisation des approvisionnements se maintiendra et divers projets devraient se concrétiser dans les années à venir. Ainsi, la dernière phase du chantier de raccordement des réservoirs de Ans à l'adduction d'Eupen devrait se finaliser en 2011. De même, la jonction des adductions de Néblon et Eupen à Embourg devrait être effective d'ici à fin 2013.

5. Remplacement d'équipement dans les ouvrages et centrales

La télégestion (technique de surveillance permettant de gérer à distance le fonctionnement des ouvrages) fera également l'objet d'un développement particulier qui consistera à faciliter son accès hors CILE pour le personnel habilité à l'utiliser.

6. Usine d'embouteillage de Hamoir

Cet outil est aujourd'hui en ordre de marche et dispose de toutes les agréments nécessaires, notamment celles de l'AFSCA. L'objectif poursuivi est, tout d'abord, d'assurer une intervention rapide en cas de rupture d'approvisionnement sur notre réseau mais également sur celui des autres acteurs de notre secteur d'activité.

Dans ce cadre, des contacts sont en cours avec les principales intercommunales mais également avec la protection civile.

Le service public fédéral des Affaires étrangères a également été contacté pour évaluer son intérêt à disposer de ce produit pour ses services diplomatiques extérieurs.

D) DEDOUBLEMENT DE L'ADDUCTION DU NEBLON ET INTERCONNEXION NEBLON-MODAVE

En 2006, un GIE CILE-VIVAQUA a été constitué. L'objet principal de ce GIE consiste à étudier et réaliser le dédoublement de l'adduction du Néblon ainsi que l'interconnexion de cette nouvelle adduction avec le captage de Modave (Vivaqua).

Cette réalisation permettra, prioritairement, la sécurisation de l'alimentation en eau de l'ensemble de la zone desservie par l'ancienne adduction du Néblon qui, en raison de son grand âge, doit être réhabilitée. Elle permettra également la sécurisation de l'alimentation des communes, affiliées ou non, du Condroz liégeois, en plus de l'ensemble de la zone de desserte de la CILE.

En situation normale, un débit de l'ordre de 10.000 m³/jour devrait transiter via la nouvelle adduction (5.000 m³/jour en provenance du captage du Néblon et 5.000 m³/jour en provenance du captage de Modave). En cas de nécessité, l'adduction sera capable de transporter la totalité de la production du captage du Néblon, soit environ 30.000 m³/jour. Au cas où cette production devrait, temporairement, être interrompue, elle permettra de transporter le même débit en provenance du captage de Modave.

Si le captage de Modave devait, quant à lui, être mis momentanément à l'arrêt, il sera également possible (sans travaux complémentaires) d'amener un débit de l'ordre de 10.000 m³/jour vers le site de Modave. Moyennant la réalisation de stations de pompage complémentaires, ce débit pourrait être augmenté.

Fin septembre 2010, l'état d'avancement des études et démarches diverses s'établit comme suit :

Financement

- La BEI a décidé de financer, grâce à une garantie de la Province de Liège, les travaux d'investissement prévus par la CILE et notamment la mise en œuvre du dédoublement de l'adduction du Néblon ainsi que l'interconnexion Néblon- Modave

Travaux

Phase 1

- Lot 1a – conduites 10,5 kms – Anthisnes – Ellemelle – Fraiture + Ravel Modave

Les travaux ont débuté en août 2009. La pose des conduites réalisée par la société Momentanée SODRAEP-HYDROGAZ-CANALCO est complètement achevée. La réception provisoire des travaux est envisagée dans le courant du 4^{ème} semestre 2010, après exécution des 2 dernières épreuves (réalisation prévue: début octobre 2010), exécution des derniers travaux de finition et réception de l'accord des propriétaires et occupants des parcelles traversées.

- Lot 1b – conduites 10 kms – Néblon – Warzée – Ellemelle

La SA SODRAEP a été chargée de l'exécution de ces travaux fin septembre 2010. Vu l'importance du délai d'approvisionnement des matériaux (de l'ordre de 2,5 mois), les travaux débiteront début 2011. L'Arrêté Ministériel d'Expropriation ainsi que le permis d'urbanisme sont disponibles.

- Lot 1c – conduites 10 kms – Modave – Fraiture

L'étude de ce tronçon est pratiquement terminée. Le projet de travaux devrait être approuvé dans le courant du quatrième trimestre 2010. Nous disposons de l'Arrêté Ministériel d'Expropriation qui nous permet d'entamer les acquisitions nécessaires. La demande de permis d'urbanisme sera introduite très prochainement. Le début des travaux est prévu en août ou septembre 2011.

- Lot 1d – conduites 5 kms – Anthisnes – Esneux

L'étude de ce tronçon est terminée. Le projet de a été approuvé lors du Conseil d'Administration de septembre 2010. Nous disposons de l'Arrêté Ministériel d'Expropriation qui nous permet de réaliser les acquisitions nécessaires. La demande de permis d'urbanisme a été introduite mi-août 2010. Le début des travaux est prévu dans le courant du premier semestre 2011.

- Réservoir de 10.000 m³ à Warzee

L'exécution du travail a été confiée à la SA FRANKI. Nous disposons des autorisations nécessaires. Les travaux débutent le 1^{er} octobre 2010 et devraient être terminés (pour la partie génie civil) fin 2011. La mise en place des tuyauteries et nœuds de vannage intérieurs ainsi que l'équipement électromécanique seront intégrés dans un marché commun « équipement de la station de pompage de Néblon et du réservoir de Warzée ».

- Station de pompage et aménagement du site de Néblon

Les études sont terminées. Suite aux remarques de notre service « Protection des Captages » et de la Région Wallonne, la partie du projet concernant la pose de conduites et l'aménagement du site à proximité de la galerie communale (rive droite) a été remaniée en profondeur.

Nous disposons du permis unique qui nous permet d'exécuter les travaux et de mettre en service l'installation de pompage lorsqu'elle sera opérationnelle.

L'approbation du projet définitif est proposée au Conseil d'Administration d'octobre 2010. La procédure de passation du marché sera entamée directement après la prise de décision.

Les travaux de génie civil devraient débuter fin du premier semestre 2011 ou immédiatement après les congés de la construction 2011.

Plusieurs marchés d'équipements (pompes, cabine haute-tension, tuyauteries intérieures, équipements électromécaniques) seront lancés dans le courant de 2011 et 2012.

La mise en service de l'installation est actuellement prévue dans le courant de l'année 2013.

- Station de pompage de Modave

Cette réalisation est mentionnée pour mémoire. Le financement est à charge de Vivaqua.

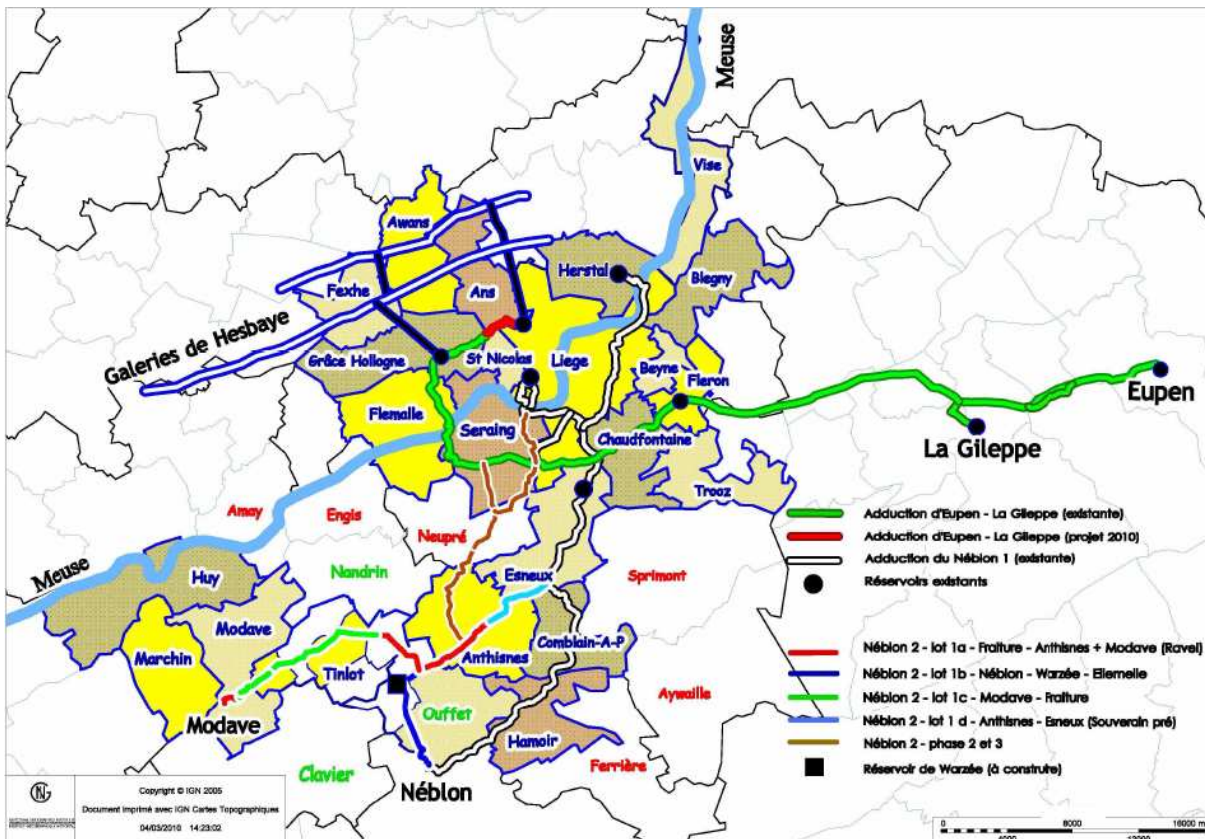
Les travaux de construction ont débuté en août 2010. La station devrait être opérationnelle courant 2012.

Phase 2 et 3

Seuls des travaux de pose de conduites sont prévus dans le cadre de ces deux phases. La phase 2 doit permettre de rejoindre le château d'eau du Bol d'Air à la limite de Liège (Angleur) et Seraing (Boncelles et Ougrée) et la pose d'une antenne vers les réservoirs de Seraing.

Le tracé prévoyant le passage dans plusieurs zones Natura 2000, dont notamment le bois de la Vecquée à Seraing, des contacts ont été pris avec le DNF et la commission des Monuments et sites. Nous disposons des autorisations de principes nécessaires.

Ces autorisations nous permettent d'entamer les études proprement dites. Les levés de terrain sont actuellement en cours entre Hody et Neupré.



Pour la partie incombant à la CILE, la prévision budgétaire (prévision des dépenses) s'établit comme suit (prévision revue fin septembre 2010) :

2011

ph1 - lot 1b : conduites Nébion-Warzée-Ellemelle	3.250.000
ph1 - lot 1c : conduites Modave - Fraiture	3.400.000
ph1 - lot 1d : conduites Mirlipinpin - Poulseur	3.000.000
ph1 - réservoir de Warzée	2.100.000
ph1 - station de refoulement et aménagement du site de Nébion	2.300.000
frais étude et surveillance, acquisition de terrains, indemnités	<u>1.380.000</u>
total 2011	15.430.000

2012

ph1 - lot 1c : conduites Modave - Fraiture	3.000.000
ph1 - réservoir de Warzée	1.500.000
ph1 - station de refoulement et aménagement du site de Néblon	2.900.000
ph2 - lot 2a conduite Hody (Hénifontaine) - Rotheux (La Salle)	8.250.000
frais étude et surveillance, acquisition de terrains, indemnités	<u>1.430.000</u>
total 2012	17.080.000

2013

ph1 - station de refoulement et aménagement du site de Néblon	1.000.000
ph2 - lot 2b conduite Rotheux (La Salle)-Plainevaux-Seraing	4.850.000
ph2 - lot 2c conduite Plainevaux-Bonnelles	3.650.000
frais étude et surveillance, acquisition de terrains, indemnités	<u>1.330.000</u>
total 2013	10.830.000

2014

ph2 - lot 2d conduite Bonnelles - Bol d'air	3.550.000
ph3 - conduite Bol d'Air - ancienne adduction Néblon	5.000.000
frais étude et surveillance, acquisition de terrains, indemnités	<u>1.430.000</u>
total 2014	9.980.000

N.B. :

En ce qui concerne les poses de conduites, compte tenu de la volatilité du cours de l'acier et de la fonte, les prix de conduites peuvent varier dans des proportions importantes.

Quant à la construction de la station de pompage du Néblon, l'estimation tient compte de l'élargissement du pont d'accès, du remplacement des conduites dans le site de captage ainsi que de l'aménagement de locaux d'accueil non prévus initialement.

Le coût des acquisitions et indemnités a été estimé sur base d'extrapolations des chiffres enregistrés pour le lot 1.

E. L'ACTIVITE DE DISTRIBUTION

1. Les raccordements en plomb

Pour rappel, l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2002 impose aux distributeurs d'eau, pour la fin 2013, une teneur en plomb inférieure à 10 microgrammes par litre. Afin de se conformer à cette législation, notre cellule plomb a établi depuis plusieurs années un vaste programme spécifique aux remplacements ou aux réhabilitations de ces raccordements. Pour les années 2011 à 2013, nous poursuivrons l'exécution d'un marché cadre global comprenant plusieurs lots correspondant chacun à une ou plusieurs communes. Le budget annuel spécifiquement alloué à ces travaux s'élève à 5 millions d'euros.

Par ailleurs, de nombreux raccordements en plomb seront également remplacés ou réhabilités dans le cadre d'autres interventions. En effet, nous profitons régulièrement de fouilles importantes réalisées à une autre fin, par exemple, pour la recherche d'une fuite. Dans ce cas, l'investissement à consentir pour agrandir la fouille et remplacer le raccordement est évalué et, quand cela s'avère économiquement intéressant, le travail est effectué dans la foulée. Il en est de même, typiquement lors de travaux initiés par un client au droit de son raccordement, par exemple pour rénover ses abords. Ces deux premiers cas sont gérés par les secteurs de l'exploitation.

Ensuite, il faut aussi compter l'élimination des « bouts de plomb » généralement accessibles sans terrassement, par exemple en cave ; les nourrices et raccords constitués de plomb sont supprimés. La gestion de ces travaux est principalement assurée par nos agents affectés à la mutation des compteurs. Et enfin, l'élimination du plomb est aussi réalisée lors de chantiers de remplacement de conduites mères de distribution, qu'ils soient gérés par notre bureau d'études ou par les secteurs d'exploitation.

Comme pour les années précédentes, nous suivons un indicateur annuel défini par le Comité de Contrôle de l'Eau et qui détermine, notamment, le rythme de l'élimination desdits raccordements.

2. Le renouvellement des installations de distribution d'eau.

Nous poursuivons notre politique de coordination des différents chantiers initiés par des gestionnaires de voirie et/ou par d'autres impétrants. Nous allons intensifier le renouvellement de nos installations, qu'il se fasse en intégration avec d'autres travaux ou pour notre seul compte.

De plus, un accent particulier est porté sur l'aspect qualitatif des renouvellements de conduites de distribution. En effet, depuis plusieurs années, nous priorisons les chantiers à réaliser suivant une analyse technique et économique poussée des différents cas à envisager. Nous exploitons une base de données reprenant tous les incidents sur conduites depuis 1999 ainsi que leurs coûts. Une hiérarchisation des actions à entreprendre est régulièrement mise à jour (réseaux les plus coûteux par unité de longueur de conduite ou ayant subi le plus grand nombre de fuites sur les dernières années). L'analyse reprend bien évidemment aussi les opportunités d'intégration dans des travaux de voirie, de remaniement, de renforcement, d'assainissement, d'amélioration de la qualité d'eau, etc.

Il est bien évident que nous veillerons également à la maîtrise des charges d'exploitation. Une surveillance des indicateurs de rendement des réseaux sera assurée.

3. Service (technique) à la clientèle

Comme les années précédentes, la CILE poursuivra une politique d'amélioration continue du service à la clientèle. Nous serons particulièrement attentifs à répondre rapidement et efficacement aux différentes demandes émanant de notre clientèle actuelle et future, concernant principalement la pose de nouveaux raccordements, de modifications de raccordements existants ou encore de compteurs supplémentaires. De même, nous veillerons à optimiser le traitement de chaque plainte tant sur le fond que sur la forme.

Dans ce cadre, les différents indicateurs de délai, en vue de la réalisation de devis pour les nouveaux raccordements, leur mise en service et les plaintes éventuelles, seront suivis.

4. Le remaniement des réseaux

Les données récoltées et intégrées dans notre Système d'Informations Géographique (SIG) concourent à cibler efficacement les améliorations techniques à apporter sur nos réseaux de distribution. Ces améliorations portent principalement sur la sécurisation d'approvisionnement de chaque client, tant d'un point de vue quantitatif (pression et débit disponibles) que qualitatif, mais visent aussi une gestion plus aisée et proactive des réseaux ainsi que des ouvrages de stockage.

Des indicateurs annuels d'amélioration des conditions de fourniture concernant des critères de pression (fourchette 2-10 bars) et de débit (< 300 litres/heure) seront suivis.

5. L'information géographique numérique

Nous poursuivrons l'amélioration de notre SIG afin qu'il réponde encore mieux aux attentes des exploitants de réseaux (adduction et distribution), ainsi que des différents interlocuteurs externes, tels que les entrepreneurs, les gestionnaires de voirie ou les bureaux d'études.

Nous veillerons également à adapter efficacement nos outils informatiques en fonction des orientations opérationnelles à prendre en matière de repérage d'installations, d'information sur les chantiers et de coordination.

F) LE SYSTEME DE MANAGEMENT DE LA QUALITE

En mars 2011, la CILE devra démontrer, à nouveau, son aptitude à répondre aux exigences de la norme ISO 9001. Le Comité de Gestion souhaite maintenir la certification ISO 9001 et en améliorer l'efficacité.

Même si l'engouement de certains acteurs de la démarche a été félicité par l'auditrice externe lors de son dernier audit de surveillance (septembre 2010), la CILE veillera à maintenir l'évolution positive du Système de Management de la Qualité.

L'ambition est de :

- Faire progresser le système qualité par la réalisation systématique de l'évaluation des fournisseurs, par l'amélioration de la gestion des plaintes, par une révision de la charte qualité et du manuel qualité ;
- Revoir l'approche processus du système qualité actuel afin de faire transparaître davantage la transversalité entre les processus ;
- Poursuivre l'objectif stratégique précédent, c'est-à-dire, améliorer la gestion du plan stratégique par sa déclinaison en actions concrètes.

De plus, la CILE envisage d'étendre le Système de Management de la qualité à l'usine d'embouteillage de Hamoir. Parmi les différents certificats considérés, les référentiels ISO 22000 et/ou ISO 9001 semblent les plus congrues.

Impliquée dans la protection de ses réserves en eau, la CILE prend en compte depuis longtemps les aspects environnementaux dans la gestion de ses activités. Elle s'engage à poursuivre et à renforcer sa politique environnementale.

Dans le cadre de l'accréditation ISO 17025 du laboratoire, les objectifs s'articuleront suivant 3 axes stratégiques :

- Valider une méthode rapide pour la recherche et le dénombrement des entérocoques intestinaux afin non seulement d'en obtenir l'accréditation mais également sa reconnaissance comme méthode alternative officielle;
- Répondre à l'évolution des attentes des organismes d'accréditation par la mise en œuvre des nouvelles actions d'évaluation systématique permettant de démontrer objectivement la maîtrise des activités de prélèvement ;
- Envisager le développement de nouveaux outils afin de favoriser le retour d'information de nos clients internes.

G) COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES

Par la diversité de son panel d'actions de communication et de relations publiques, la CILE touche tour à tour ses trois cibles essentielles : grand public, pouvoir décisionnaire et personnel de l'entreprise.

Afin de poursuivre la valorisation de la notoriété de son produit et de son image, la CILE initie des points de rencontre avec le consommateur au travers d'événements phares sur son territoire de distribution d'eau.

Elle déploie une politique de publications ciblées, maintenant en outre ses 3 principaux médias écrits : le journal des clients, le journal interne et le Flash Inter.

Participant à la vie des collectivités, la CILE marque également sa présence à l'occasion de salons professionnels ou de rencontres festives depuis le niveau purement local jusqu'à l'international, allant d'un public de proximité jusqu'aux experts de la profession, visite de captage, expositions, salons, ...

La culture de l'eau passe aussi par des actions éducatives de sensibilisation à sa gestion publique. La CILE propose des séances d'information aux écoles impliquées dans une réflexion environnementale, ainsi qu'aux associations de consommateurs. Elle collabore aux actions d'AQUAWAL pour le secteur de l'eau en Wallonie, mais aussi de l'APRIL pour promouvoir l'outil intercommunale dans une saine gestion de service public.

Dans une perspective d'amélioration continue du service et du produit, elle innove en créant de nouveaux événements tels qu'un Village de l'eau temporaire à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau.

Elle développe des actions favorables à l'intégration de gestes respectueux de l'environnement et intègre ces notions dans la création de ses événements.

Parce que comprendre leur finalité participe à l'acceptation des projets d'infrastructure et à relativiser leurs désagréments temporaires, la communication sur les chantiers remarquables suit de près l'évolution de ces travaux et implique la presse

La CILE investit dans sa culture d'entreprise. Elle initie différentes actions visant à encourager la démarche participative des agents qui s'engagent à en porter les valeurs.

Le site internet www.cile.be évolue vers davantage d'interactivité et continue à être régulièrement actualisé, tout comme les deux portails internet auxquels la CILE participe : www.aquawal.be et www.intercommunales-liegeoises.be.

Enfin, à la veille de son centième anniversaire, la CILE prépare un programme complet permettant de souligner la valeur de la doyenne des intercommunales liégeoises comme un acteur incontournable du paysage liégeois.

H) PARTICIPATION A L'AIDE HUMANITAIRE

La CILE étudie actuellement la possibilité de porter un projet de coopération qui permettrait, au travers d'une collaboration avec Matm-Belgique, d'aider à optimiser la mise à disposition d'eau potable pour les habitants de la petite ville d'Aquin (12.000 habitants) en Haïti. L'objectif final étant de limiter les problèmes de santé publique et de mortalité infantile due à l'absence d'eau ou à l'utilisation d'une eau non saine et salubre.

Les contours de cette collaboration ne sont pas encore bien délimités. Toutefois, notre apport pourrait porter, après une évaluation exacte des infrastructures présentes, sur une fiabilisation couplé à une extension du réseau existant, une formation des acteurs locaux dans les aspects de gestion de la qualité de l'eau et de la ressource ainsi que dans le domaine du contrôle de l'eau distribuée.

Des contacts sont également en cours avec la SOWAFOR, en vue de l'accueil de personnel étranger souhaitant des formations dans notre secteur d'activités.

La participation à divers colloques et salons à l'étranger est également prévue et ce, afin de présenter le savoir-faire de la CILE et, notamment, son bureau d'étude, son laboratoire et son usine d'embouteillage de Hamoir.

I) LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

1. La gestion des compétences

Plus de 40 collaborateurs atteindront l'âge de la retraite au cours de ces cinq prochaines années. Plus de 10 % de notre effectif actuel nous quittera ainsi. Le renouvellement de l'effectif constitue, dès lors, un véritable défi pour ce plan stratégique 2011-2013.

En effet, nombre de métiers exercés, outre les connaissances manuelles, techniques ou administratives acquises au cours de différents parcours scolaires, requièrent une connaissance accrue des spécificités historiques des installations et de leurs origines.

Les compétences et le savoir-faire de nos collaborateurs doivent faire l'objet de toute notre attention et une de nos missions est d'organiser leur transfert à l'avantage de jeunes collaborateurs capables de continuer le travail entamé et concourir à l'évolution permanente de notre intercommunale.

Au travers des décisions des instances, la C.I.L.E. s'est dotée de moyens économiques, techniques et financiers importants. L'objectif poursuivi est de lui garantir une position concurrentielle dans son secteur d'activités et ainsi assurer sa pérennité.

Au même titre que la gestion financière, la C.I.L.E. mettra en œuvre des actions novatrices en matière de gestion des ressources humaines.

Comment faire en sorte que des connaissances importantes pour atteindre les objectifs stratégiques et sauvegarder la continuité des services ne se perdent pas ?

Il convient, dès lors, de construire un plan de développement qui comprendra :

- l'identification des domaines de connaissances à risque ;
- la préparation et la sensibilisation des collaborateurs au travers d'outils de communication ;
- l'élaboration du cadastre ou portefeuille des compétences ;
- intégrer au plan de formation les actions qui permettront aux séniors de transmettre leurs connaissances ;
- anticiper les procédures de recrutement en tenant compte de l'évolution démographique de l'effectif.

Il est en effet important de prévoir un temps suffisant pour le transfert des connaissances. Ce dernier s'étalera sur une période variable, de quelques jours à plusieurs mois, selon le volume et la complexité des connaissances à transmettre.

Certaines actions se mettent déjà en place, tel un accueil structuré et documenté des travailleurs, quelques « tuteurs » ont été formés pour accompagner ces nouveaux éléments.

Ces outils, nous en sommes persuadés, participeront à maintenir une culture d'entreprise axée sur les résultats et le service aux citoyens mais également sur le sentiment d'appartenance des collaborateurs à une société juste, novatrice, attentive, en perpétuelle évolution.

2. Quelques chiffres

Taux d'occupation sur base du taux d'absence du secteur

	2009	2008	2007	2006	2005
Nombre d'agents E.T.P.	323,14	318,50	320,80	318,42	299,30
Nbre de compteurs en service	240457	237.887	234.878	231.713	228.760
compteurs en serv. / 1 agt ETP	744	747	732	728	764
Taux d'occupation	0,1344%	0,1339%	0,1366%	0,1374%	0,1308%
arrondi	0,13%	0,13%	0,14%	0,14%	0,13%

Soit, pour l'année 2009, 1 agent ETP pour 744 compteurs en service

Le taux d'occupation ou d'affectation représente la proportion d'un équivalent temps plein affecté à l'entièreté des missions afférentes au placement, à l'entretien et à tous les actes de gestion liés au raccordement et au service à la clientèle. Celui-ci est établi en tenant compte du régime hebdomadaire de travail de 36 heures, applicable dans l'entreprise.

Analyse Circonscrite

Moyenne annuelle	2009		2008		2007		2006		2005	
	nbre d'agents	E.T.P.	nbre d'agents	E.T.P.	nbre d'agents	E.T.P.	nbre d'agents	E.T.P.	nbre d'agents	E.T.P.
Agents statutaires	279,50	254,29	277,00	241,93	276,42	243,27	283,17	247,48	283	244,64
Agents contractuels	50,35	45,81	57,92	50,58	67,17	59,11	59,33	51,86	43,08	37,13
Agents APE (ancien ACS)	14,33	13,04	19,08	16,67	13,92	12,25	13,83	12,09	13,5	11,64
Agents CPE	11,00	10,01	10,67	9,32	7,00	6,16	8,00	6,99	6,83	5,89
	355,18	323,14	364,67	318,50	364,50	320,80	364,33	318,42	346,41	299,30

Pour la C.I.L.E, la notion d'équivalents temps plein (E.T.P.) tient compte du volume d'heures ouvrables théoriques établi en fonction du régime de travail (temps partiel, pause carrière, ...) diminué des heures d'absence pour cause de maladie (vie privée et maladie professionnelle), d'accident du travail et sur le chemin du travail et des congés annuels de vacances (congés de circonstances, familiaux, politiques, syndicaux, repos de maternité rémunéré, ...).

Le ratio E.T.P / nbre moyen d'agents s'établit à concurrence de 90,98 % pour l'année 2009.

Mises à la retraite – perspectives des 5 prochaines années

Nombre d'agents/niveau	2011	2012	2013	2014	2015	Total
Niveau I	2	1	0	1	0	4
Niveau II	2	1	1	4	5	13
Niveau III	2	8	1	14	11	36
Total	6	10	2	19	16	53

Budget de rémunérations

Outre le volet ayant trait aux majorations de la cotisation patronale pension abordé dans un autre paragraphe, les budgets de rémunérations intègrent :

- Les augmentations barémiques intercalaires en terme de valorisation de l'ancienneté ;
- Les avancements de grade réels relatifs à l'application des plans de carrière ;
- Le comblement de l'effectif en regard de l'organigramme fonctionnel ;
- Le renforcement de l'effectif permettant d'assurer de manière significative l'accroissement des investissements (bureau d'études, bureau des marchés, laboratoire ...) ;
- Des sauts d'index
- L'Intégration d'intérimaires (remplacement compteurs vétustes)

correspondant ainsi aux moyens humains nécessaires à l'accomplissement des activités de l'intercommunale.

Tout en mettant l'accent sur la formation, en maintenant les effectifs et les avantages sociaux, l'accroissement des rémunérations pour les années 2011 à 2013 reste maîtrisé, à raison d'une moyenne de 2 % l'an, notamment par le fait du renouvellement important du personnel sur ces trois prochains exercices.

APERÇU DES DIFFERENTS POSTES DE REMUNERATIONS

	Plan stratégique approuvé 2010	Plan stratégique 2010	2011	2011	2012	2012	2013	2013
Réserves			221.807,00	0,87%	243.200,00	0,93%	255.972,00	0,95%
Cellule mutation compteurs vétustes			245.340,00	0,96%	261.381,00	0,99%	269.311,00	1,00%
Comblement de l'effectif			280.098,00	1,10%	297.653,00	1,13%	305.912,00	1,14%
Renforcement de l'effectif (B.E.I.)			475.865,00	1,86%	515.095,00	1,96%	536.319,00	1,99%
Indexations			700.000,00	2,74%	485.239,00	1,85%	497.500,00	1,85%
Majoration cot. patronales pensions			998.040,00	3,91%	1.063.100,00	4,04%	1.082.928,00	4,02%
Cotisations patronales	5.050.000,00	19,98%	5.160.600,00	20,22%	5.430.200,00	20,66%	5.562.635,00	20,66%
Rémunérations	20.222.450,00	80,02%	17.440.500,00	68,33%	17.990.059,00	68,44%	18.415.375,00	68,39%
	25.272.450,00		25.522.250,00		26.285.927,00		26.925.952,00	

J) LA GESTION DES PENSIONS

Le 20 mai 2008, le Conseil d'Administration de la CILE a transféré son Fonds de Pension à l'organisme OGEO FUND.

Dans la logique d'une saine gestion, un Comité social composé de membres du Comité de Gestion et de représentants de la délégation syndicale a également été mis sur pied pour informer le Conseil d'Administration de la santé financière du Canton CILE.

Au 31 décembre 2009, les comptes d'OGEO FUND ont laissé apparaître, au niveau du Canton CILE, une sous-couverture de 17 millions €.

A l'heure où nous rédigeons ces quelques lignes, ce problème du refinancement est en voie de règlement et ce, en accord avec la Commission bancaire et financière.

En tout état de cause, les cotisations patronales devront être portées à 29,5 % contre 21 actuellement.

Un suivi attentif des différents types de placements sera assuré et ce, notamment, au travers du Comité social et des contacts fréquents avec les membres de l'Organisme de Fonds de Pension.

II. EVALUATION BUDGETAIRE AU 31-12-2009

ACTIVITE de PRODUCTION

CHARGES

NATURES	Prévisions Budgétaires Exercice 2009	Réalisé au 31-12-2009	Ecart sur Prévisions Budgétaires	% ECART
CHARGES D'EXPLOITATION	<u>25.205.775,00</u>	<u>24.655.221,92</u>	<u>-550.553,08</u>	<u>-2,18%</u>
1. <u>Achats</u>	<u>9.225.865,00</u>	<u>9.391.414,50</u>	<u>165.549,50</u>	<u>1,79%</u>
- Eau	6.041.750,00	6.143.607,11	101.857,11	1,69%
- Fonds de protection R.W.	2.596.490,00	2.700.477,26	103.987,26	4,00%
- Coût-vérité "Assainissement"	160.875,00	166.960,97	6.085,97	3,78%
- Marchandise	243.850,00	201.128,08	-42.721,92	-17,52%
- Analyses spéciales	123.500,00	139.127,64	15.627,64	12,65%
- Achats carburant	45.200,00	33.781,78	-11.418,22	-25,26%
- Fournitures de bureau	4.200,00	2.306,25	-1.893,75	-45,09%
- Sous-traitants à facturer	10.000,00	4.025,41	-5.974,59	-59,75%
2. <u>Transfert Production-Distribution</u>	<u>285.000,00</u>	<u>210.096,12</u>	<u>-74.903,88</u>	<u>-26,28%</u>
3. <u>Services et bien divers</u>	<u>4.041.410,00</u>	<u>4.053.523,86</u>	<u>12.113,86</u>	<u>0,30%</u>
- Frais sur achats	3.200,00	5.117,26	1.917,26	59,91%
- Indemnité d'occupation	925.260,00	1.031.820,12	106.560,12	11,52%
- Charges locatives	107.950,00	96.565,46	-11.384,54	-10,55%
- Entretien et réparations	568.550,00	617.143,43	48.593,43	8,55%
- Frais informatiques	632.300,00	529.850,25	-102.449,75	-16,20%
- Fournitures à l'intercommunale	1.286.050,00	1.275.528,07	-10.521,93	-0,82%
- Redevances et assurances	196.600,00	169.609,68	-26.990,32	-13,73%
- Honoraires et cotisations	155.800,00	165.866,90	10.066,90	6,46%
- Frais de notoriété	55.400,00	59.106,63	3.706,63	6,69%
- Missions et réceptions	18.750,00	19.815,13	1.065,13	5,68%
- Emoluments & intérimaires	91.550,00	83.100,93	-8.449,07	-9,23%
4. <u>Rémunérations - Charges sociales</u>	<u>5.021.250,00</u>	<u>4.779.607,77</u>	<u>-241.642,23</u>	<u>-4,81%</u>
- Rémunérations directes	3.617.800,00	3.551.625,78	-66.174,22	-1,83%
- Charges patronales	1.141.950,00	1.065.806,30	-76.143,70	-6,67%
- Autres frais de personnel	261.500,00	162.175,69	-99.324,31	-37,98%
5. <u>Amortissements</u>	<u>6.590.140,00</u>	<u>6.272.564,56</u>	<u>-317.575,44</u>	<u>-4,82%</u>
6. <u>Dotations aux provisions</u>	<u>28.310,00</u>	<u>32.114,34</u>	<u>3.804,34</u>	<u>13,44%</u>
7. <u>Réductions de valeur</u>	<u>9.050,00</u>	<u>-87.409,13</u>	<u>-96.459,13</u>	<u>-1065,85%</u>
8. <u>Autres Charges d'exploitation</u>	<u>4.750,00</u>	<u>3.309,90</u>	<u>-1.440,10</u>	<u>-30,32%</u>
CHARGES FINANCIERES	<u>183.870,00</u>	<u>-68.129,57</u>	<u>-251.999,57</u>	<u>-137,05%</u>
CHARGES EXCEPTIONNELLES	<u>2.450,00</u>	<u>2.555.436,34</u>	<u>2.552.986,34</u>	<u>104203,52%</u>
CHARGES FISCALES	<u>14.000,00</u>	<u>14.041,16</u>	<u>41,16</u>	<u>0,29%</u>
AFFECTATION BENEFICIAIRE	<u>0,00</u>	<u>239.943,39</u>	<u>239.943,39</u>	

ACTIVITE de PRODUCTION

PRODUITS

NATURES	Prévisions Budgétaires Exercice 2009	Réalisé au 31-12-2009	Ecart sur Prévisions Budgétaires	% ECART
VENTES ET PRESTATIONS	<u>24.587.395,00</u>	<u>25.760.618,67</u>	<u>1.173.223,67</u>	<u>4,77%</u>
1. <u>Chiffres d'affaires</u>	<u>23.998.445,00</u>	<u>25.488.957,37</u>	<u>1.490.512,37</u>	<u>6,21%</u>
- Ventes d'eau internes	19.053.630,00	20.229.549,25	1.175.919,25	6,17%
- Ventes d'eau externes	1.983.720,00	2.153.014,06	169.294,06	8,53%
- Fonds de protection	2.611.770,00	2.766.774,30	155.004,30	5,93%
- Coût vérité "Assainissement"	160.875,00	166.960,97	6.085,97	3,78%
- Produits des activités annexes	188.450,00	172.658,79	-15.791,21	-8,38%
2. <u>Variation des travaux en-cours</u>	<u>0,00</u>	<u>-85.516,61</u>	<u>-85.516,61</u>	
Travaux encours au 31/12 : 273.067,99				
Reprise encours au 01/01 : - 358.584,60				

Variation : - 85.516,61				
3. <u>Production immobilisée</u>	<u>505.700,00</u>	<u>293.752,35</u>	<u>-211.947,65</u>	<u>-41,91%</u>
. Investissements facturés : 5.667.815,95				
. Encours d'investissement : - 1.215.322,97				
(Variation de l'encours)				
→ Au 31-12 : 318.790,11				
→ Au 01-01 : - 1.534.113,08				
. Extourne des factures de : - 4.158.740,63				
tiers dans la production				
immobilisée en 2009				

. 293.752,35				
4. <u>Autres produits d'exploitation</u>	<u>83.250,00</u>	<u>63.425,56</u>	<u>-19.824,44</u>	<u>-23,81%</u>
PRODUITS FINANCIERS	<u>815.200,00</u>	<u>1.453.138,58</u>	<u>637.938,58</u>	<u>78,26%</u>
PRODUITS EXCEPTIONNELS	<u>3.500,00</u>	<u>182.755,99</u>	<u>179.255,99</u>	<u>5121,60%</u>

CHARGES D'EXPLOITATION

1. Achats

L'écart sur le coût des achats est défavorable de 165.549,50 €, ce qui représente une variation de 1,79 % en regard de la prévision établie courant du 3ème trimestre 2008.

Pour l'essentiel, ce supplément de charge porte sur le coût de nos approvisionnements en eau. L'évolution tarifaire des eaux de barrage nous facturées par la SWDE est supérieure à notre prévision (0,6000 €/m³ pour 0,6630 €/m³).

A souligner la bonne exploitation de nos captages puisque ceux-ci ont eu une production globale supérieure de 6,6 % à notre estimation initiale, ce qui représente 1.669.487 m³.

L'ensemble de ce supplément de volume produit est issu de nos captages de Hesbaye.

Nos achats d'eau sont, à 98,7 %, conformes à leur budgétisation. La diminution de nos approvisionnements externes (-125.785 m³) a été totalement opérée sur les eaux de barrage, ce qui compte tenu de la révision tarifaire appliquée a contribué à contenir le dépassement budgétaire.

2. Services et biens divers

L'estimation des dépenses en biens et services divers a été établie avec justesse; l'écart constaté se relève seulement à 0,3 % (+ 12.113,86 €). Trois composantes de cette nature de dépenses varient d'une manière un peu plus notable, mais dans l'ensemble elles se compensent.

Nous visons principalement :

- l'indemnité d'occupation	+106.560,12 €	(+11,52 %)
- les entretiens & réparations	+48.593,43 €	(+8,55 %)
- les frais informatiques	-102.449,75 €	(-16,20 %)

3. Rémunérations et charges sociales

Globalement les charges sociales et salariales sont inférieures de 4,81 % au budget adopté.

Ce constat résulte de l'absence de saut d'index sur l'exercice 2009, d'un recrutement retardé et d'un changement de rubrique comptable quant à la dotation pour provision liée aux engagements statutaires (65.015,99 € sur 241.642,23 € de différence totale comptabilisée).

4. Amortissements

Les amortissements sont 4,82 % sous le budget déposé, ce qui représente une économie de coût de 317.575,44 €, mais traduit aussi un certain retard dans l'exécution des travaux planifiés, dont le renouvellement des conduites à risques et le dédoublement de l'adduction des eaux en provenance du Néblon.

A noter que l'exécution de ces travaux sont partiellement associés à l'obtention du prêt B.E.I., et que l'accord du contrat de financement avec cette institution n'a été signé qu'au 30-11-2009.

5. Provisions

Les mouvements de provision sont 13,44 % supérieurs au budget, soit 3.804,34 €.

La faiblesse des chiffres ne traduit pas l'importance des mutations opérées tant en :

S	dotations	2.923.761,92 i;
S	utilisations	- 658.647,58 i;
S	reprises	- 2.233.000,00 i.

Tous ces mouvements résident dans l'évaluation et la pertinence de certains risques couverts (protection des captages), ou à couvrir (obligations contractuelles de pensions et autres engagements statutaires).

6. Réductions de valeur

Les réductions de valeur, budgétisées pour l'exercice 2009 à 9.050,00 i, se clôturent par une reprise de 87.409,13 i suite aux accords négociés dans le cadre de l'affiliation de la commune d'Ouffet.

Des notes de crédit ont été établies pour un total de 105.255,24 i, annulant le recouvrement du fonds de protection des années 1997 à 2007, relatif à la fourniture conventionnelle de 300 m³ d'eau gratuits par jour à la commune d'Ouffet en contre partie de la cession d'exploitation des captages de Néblon.

VENTES ET PRESTATIONS

Les ventes et prestations sont supérieures de 4,77 % à leur prévision d'origine; cet écart favorable de 1.173.223,67 € s'explique en deux points :

- a) Par le dépassement de 6,21 % du chiffre d'affaires lié aux ventes d'eau (+ 1.490.512,37 €). Outre un statu-quo des consommations professionnelles et domestiques, le principal motif de cette hausse des volumes cédés tant en interne, qu'en externe, s'explique par l'impact des rigueurs hivernales. En raison des nombreuses fuites rencontrées, des besoins complémentaires en approvisionnement d'eau furent requis par les activités de Distribution afin de garantir la qualité et la continuité du service (peu ou pas de coupures).

Pour corroborer au mieux à deux années successives de régression, les cessions volumétriques du plan stratégique 2009 de l'activité de Production avaient été fixées à :

	<u>Budget 2009</u>	<u>Réalisé 2009</u>	<u>Ecart</u>	
! Cessions internes	31.376.000 m ³ ;	33.311.406 m ³ ;	+1.935.406 m ³ ;	+6,17 %
! Cessions externes	3.080.000 m ³ ;	3.318.771 m ³ ;	+238.771 m ³ ;	+7,75 %

- b) Par la production immobilisée qui ne s'élève qu'à 293.752,35 €, soit 41,91 % en-deçà de nos prévisions.

Comme pour les charges d'amortissements, l'insuffisance du produit escompté à hauteur de 211.947,65 € est induit par la non exécution de l'ensemble du programme d'investissements dû pour partie au financement externe à négocier et au déploiement à mettre en oeuvre (passation des marchés, autorisations préalables d'exécution et moyens humains).

RESULTAT FINANCIER

En regard des prévisions budgétaires, le résultat financier est bénéficiaire de 889.938,15 €.

a) Les produits financiers sont supérieurs de 637.938,58 € au budget déposé du fait du rattrapage d'amortissements sur d=anciens subsides FEDER antérieurs à 1994; cette opération qui s=élève à 630.293,38 € est unique.

b) Les charges financières sont inférieures à nos prévisions de 251.999,57 €.

§ Pas d'intérêts d'emprunt pour le financement externe de nos investissements. Bien que l'accord de principe relatif au financement par la B.E.I. ait été signé le 30 novembre 2009, aucune tranche n'a été prélevée, d'où un boni sur budget de 183.820,00 €.

§ Seuls des intérêts, couvrant le 4ème trimestre 2009, sur les leasings et crédits accordés en faveur de l=usine d=embouteillage ont été comptabilisés à hauteur de 46.734,35 €.

§ Suite à l'intégration par fusion silencieuse de l=usine d=embouteillage de Hamoir, nous avons procédé à la reprise de réduction de valeur antérieurement actée sur des avances en compte courant (autres créances). Cette opération de 114.863,92 € est également unique.

RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les charges exceptionnelles sont en dépassement de 2.552.986,34 € par rapport au budget prévu (2.450,00 €) en conséquence de :

§ l'intégration, par fusion silencieuse, des résultats déficitaires cumulés de la S.A. Cilex pour 2,443 millions d'euros;

§ l'annulation par notes de crédit du produit de la protection des captages sur les m; gratuits fournis conventionnellement à la commune d'Ouffet de 1997 à 2007 pour 105 mille euros.

Les produits exceptionnels excèdent de 179.255,99 € nos estimations (3.500,00 €).

Ce boni provient de la reprise des réductions de valeur antérieurement actées sur les participations dans la S.A. Cilex pour 180.922,50 €.

DONNEES SUR TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS 2009

Les chiffres de l'exercice 2009 :

§ Engagements en cours au 01-01-2009	2.362.612,23 i
§ Engagements de l'exercice 2009	6.949.869,82 i
§ Bonis d=engagement sur travaux clôturés	-99.729,04 i
§ Dépassements d=engagements sur travaux clôturés	+114.138,04 i
§ Dépassements d=engagements sur travaux en cours	0,00 i

Valeur corrigée des engagements 2009 **9.326.891,05 i**

• Dépenses en cours au 01-01-2009	1.534.113,08 i
• Dépenses de l'exercice 2009	4.452.492,98 i

Total des dépenses **5.986.606,06 i** [64 %]

§ Investissements activés en 2009	5.667.815,95 i	
§ Encours d=investissements au 31-12-2009	318.790,11 i	
§ Engagements en cours au 31-12-2009, dont solde théorique restant à dépenser	3.659.075,10 i 3.340.284,99 i	

L=appréciation du seul exercice 2009 :

§ Prévisions 2009 en travaux d=investissement	14.321.000,00 i	
§ Engagements 2009 en travaux d=investissement	6.949.869,82 i	[49 %]
§ Bonis sur engagements de travaux 2009 clôturés	-555,18 i	
§ Dépassements d=engagements sur travaux 2009 clôturés	+6.411,00 i	
	<hr/>	
§ Engagements nets au 31-12-2009	6.955.725,64 i	[49 %]
§ Dépenses de 2009 sur engagements de 2009	4.033.437,39 i	[58 %]

ACTIVITE de DISTRIBUTION

CHARGES

NATURES	Prévisions Budgétaires Exercice 2009	Réalisé au 31-12-2009	Ecart sur Prévisions Budgétaires	% ECART
CHARGES D'EXPLOITATION	<u>95.760.670,00</u>	<u>96.098.274,90</u>	<u>337.604,90</u>	<u>0,35%</u>
1. <u>Achats</u>	<u>56.728.480,00</u>	<u>56.653.599,88</u>	<u>-74.880,12</u>	<u>-0,13%</u>
- Eau	19.053.630,00	20.229.549,25	1.175.919,25	6,17%
- Fonds de protection R.W.	2.372.020,00	2.518.342,31	146.322,31	6,17%
- Coût-vérité "Assainissement"	30.736.130,00	30.569.712,54	-166.417,46	-0,54%
- Marchandise	3.327.050,00	2.134.254,92	-1.192.795,08	-35,85%
- Analyses spéciales	115.300,00	61.959,72	-53.340,28	-46,26%
- Achats carburant	187.850,00	144.616,70	-43.233,30	-23,01%
- Fournitures de bureau	12.300,00	10.565,06	-1.734,94	-14,11%
- Sous-traitants à facturer	924.200,00	984.599,38	60.399,38	6,54%
2. <u>Services et bien divers</u>	<u>11.590.450,00</u>	<u>12.065.846,54</u>	<u>475.396,54</u>	<u>4,10%</u>
- Frais sur achats	3.750,00	5.527,46	1.777,46	47,40%
- Indemnité d'occupation	96.090,00	107.586,77	11.496,77	11,96%
- Charges locatives	1.618.050,00	1.685.226,21	67.176,21	4,15%
- Entretien et réparations	3.652.880,00	3.923.463,23	270.583,23	7,41%
- Frais informatiques	1.875.850,00	1.902.496,33	26.646,33	1,42%
- Fournitures à l'intercommunale	1.054.500,00	1.022.289,11	-32.210,89	-3,05%
- Redevances et assurances	552.250,00	466.849,98	-85.400,02	-15,46%
- Honoraires et cotisations	2.071.780,00	2.191.355,03	119.575,03	5,77%
- Frais de notoriété	306.750,00	180.216,93	-126.533,07	-41,25%
- Missions et réceptions	83.850,00	59.819,78	-24.030,22	-28,66%
- Emoluments & intérimaires	274.700,00	521.015,71	246.315,71	89,67%
3. <u>Rémunérations - Charges sociales</u>	<u>19.009.000,00</u>	<u>17.089.711,27</u>	<u>-1.919.288,73</u>	<u>-10,10%</u>
- Rémunérations directes	13.744.250,00	12.798.238,48	-946.011,52	-6,88%
- Charges patronales	4.315.100,00	3.792.183,15	-522.916,85	-12,12%
- Autres frais de personnel	949.650,00	499.289,64	-450.360,36	-47,42%
4. <u>Amortissements</u>	<u>7.951.910,00</u>	<u>7.718.444,32</u>	<u>-233.465,68</u>	<u>-2,94%</u>
5. <u>Dotations aux provisions</u>	<u>-391.870,00</u>	<u>1.413.446,86</u>	<u>1.805.316,86</u>	<u>460,69%</u>
6. <u>Réductions de valeur</u>	<u>389.000,00</u>	<u>718.027,60</u>	<u>329.027,60</u>	<u>84,58%</u>
7. <u>Autres Charges d'exploitation</u>	<u>483.700,00</u>	<u>439.198,43</u>	<u>-44.501,57</u>	<u>-9,20%</u>
CHARGES FINANCIERES	<u>1.268.090,00</u>	<u>594.564,05</u>	<u>-673.525,95</u>	<u>-53,11%</u>
CHARGES EXCEPTIONNELLES	<u>39.050,00</u>	<u>51.491,87</u>	<u>12.441,87</u>	<u>31,86%</u>
CHARGES FISCALES	<u>38.580,00</u>	<u>32.272,50</u>	<u>-6.307,50</u>	<u>-16,35%</u>
AFFECTATION BENEFICIAIRE	<u>0,00</u>	<u>490.615,09</u>	<u>490.615,09</u>	

ACTIVITE DISTRIBUTION

PRODUITS

NATURES	Prévisions Budgétaires Exercice 2009	Réalisé au 31-12-2009	Ecart sur Prévisions Budgétaires	% ECART
VENTES ET PRESTATIONS	<u>96.237.510,00</u>	<u>95.503.945,43</u>	<u>-733.564,57</u>	<u>-0,76%</u>
1. <u>Chiffres d'affaires</u>	<u>92.328.660,00</u>	<u>91.992.825,30</u>	<u>-335.834,70</u>	<u>-0,36%</u>
- Ventes d'eau	46.972.540,00	46.671.639,53	-300.900,47	-0,64%
- Produit de la redevance CILE	10.131.230,00	9.560.251,71	-570.978,29	-5,64%
- Fonds social Wallon	319.200,00	315.736,51	-3.463,49	-1,09%
- Coût vérité "Assainissement"	21.927.650,00	21.645.134,54	-282.515,46	-1,29%
- Produits de la redevance C.V.A.	9.150.340,00	9.328.682,16	178.342,16	1,95%
- Location compteurs	350.000,00	347.419,87	-2.580,13	-0,74%
- Produits des activités annexes	3.192.700,00	3.913.864,86	721.164,86	22,59%
- Transfert Production - Distribution	285.000,00	210.096,12	-74.903,88	-26,28%
2. <u>Variation des travaux en-cours</u>	<u>0,00</u>	<u>42.919,04</u>	<u>42.919,04</u>	
<u>Variation</u>	0,00	42.919,04	42.919,04	
Travaux encours au 31/12 :	736.847,76			
Reprise encours au 01/01 :	-972.803,72			
Variation :	----- -235.955,96			
3. <u>Production immobilisée</u>	<u>1.804.200,00</u>	<u>1.365.601,12</u>	<u>-438.598,88</u>	<u>-24,31%</u>
- Travaux internes valorisés aux immobilisations incorporelles	1.804.200,00	1.365.601,12	-438.598,88	-24,31%
. Investissements facturés :	8.516.498,23			
. Encours d'investissement :	-1.465.645,57			
(Variation de l'encours)				
→ Au 31-12 :	1.443.815,65			
→ Au 01-01 :	- 2.909.461,22			
. Extourne des factures de :	-5.685.251,54			
tiers dans la production immobilisée en 2009				
.	-----			
.	1.365.601,12			
4. <u>Autres produits d'exploitation</u>	<u>2.104.650,00</u>	<u>2.102.599,97</u>	<u>-2.050,03</u>	<u>-0,10%</u>
PRODUITS FINANCIERS	<u>757.080,00</u>	<u>798.649,18</u>	<u>41.569,18</u>	<u>5,49%</u>
PRODUITS EXCEPTIONNELS	<u>111.800,00</u>	<u>964.623,80</u>	<u>852.823,80</u>	<u>762,81%</u>

A l'instar de l'activité de Production, les conditions climatiques rencontrées l'hiver 2009 ont conditionnées les charges et produits de l'activité de Distribution.

Les effets dus aux mauvaises pratiques du monde bancaire, dénoncées début du 4^{ème} trimestre 2008, ont retardé et perturbé, ici aussi, nos perspectives d'avancement dans les programmes d'investissements.

CHARGES D'EXPLOITATION

1. Achats

Les coûts d'achat de l'exercice 2009 sont conformes aux prévisions établies quinze mois plus tôt. Nonobstant le très faible écart enregistré, -0,13 % ou un boni de 74.880,12 € sur un budget de 56.728.480,00 €, deux observations s'imposent.

↳ L'augmentation du besoin en eau réclamé par l'activité de Distribution, afin de pallier aux interruptions d'alimentation liées aux fuites résultant des rudes conditions hivernales vécues. L'évolution des cessions internes entre activités se traduit par une hausse de 6,17 % du besoin, soit près de 2 millions de m³ d'eau (+ 1.935.406 m³).

Cessions internes 2009 :	volumes budgétisés :	31.376.000 m ³ ;
	volumes cédés :	33.311.406 m ³ ;

↳ La diminution du coût des achats marchandises, des analyses et des frais de carburant de 1,3 million d'euros, en fonction de la non exécution de certaines missions (mutations des compteurs), de la non fourniture des pièces liées aux investissements et des objectifs non atteints en nombre de renouvellement de raccords.

2. Services et bien divers

Les dépenses en services et biens divers excèdent nos estimations de 4,10 %.

Trois facteurs ont particulièrement contribué à ce dépassement :

↳ les rigueurs de l'hiver 2009 et le coût externe des réparations de fuites sur conduites et raccords (+ 895 mille euros), partiellement compensés par la non attribution du marché des remplacements de compteurs vétustes (- 420 mille euros);

↳ l'évolution inexorable du coût du recouvrement judiciaire à mettre en concordance avec une précarité économique grandissante et fragilisée par les effets de la crise du secteur bancaire, notamment sur l'emploi (+ 300 mille euros);

↳ l'appel au service d'intérimaires (+ 245 mille euros). Cet élément doit être associé à la diminution des charges salariales.

3. Rémunérations et charges sociales

Globalement les charges sociales et salariales sont inférieures de 10,10 % au budget adopté. Les raisons de ce boni conséquent (1,919 million d'euros) sont similaires à celles évoquées à l'activité de Production à savoir :

↳ l'absence de tout saut d'index en 2009;

↳ un recrutement retardé;

↳ un changement de rubrique comptable quant à la dotation pour provision liée aux engagements statutaires (261 mille euros).

En outre, au bilan social du 31-12-2009 nous enregistrons une diminution de l'effectif moyen du personnel de 4 équivalents temps plein par rapport à l'exercice précédent, base de départ de nos prévisions.

Enfin par choix de gestion des ressources humaines et par stratégie économique, une partie de l'évolution réelle du coût des charges salariales décaissées en 2009 se retrouve en services et biens divers sous la rubrique « frais d'intérimaires » (245 mille euros).

4. Amortissements

La charge d'amortissement est 2,94 % en deçà de nos prévisions (- 233 mille euros).

Bien que nous constatons un retard, de l'ordre de 4,5 millions d'euros, dans l'exécution de notre planning d'investissements 2009, ce boni sur charges prévisionnelles peut également résulter d'une sous-estimation des biens totalement amortis au terme de l'exercice précédent.

5. Provisions

La mise en oeuvre de l'exercice budgétaire 2009 date du 3^{ème} trimestre 2008, avec pour références la situation comptable du 30 juin 2008, les données chiffrées des exercices comptables antérieurs et leurs évolutions, ainsi que les perspectives stratégiques fixées par les organes de gestion. Dès lors bien peu pouvaient avec certitude prévoir les tourments du monde bancaire et leurs impacts sur l'économie mondiale.

En synthèse, la rubrique « provisions » du budget de l'activité de Distribution approuvé pour l'exercice 2009 présentait une valeur de reprise de 391.870,00 €, alors que l'exercice se clôture avec une dotation globale de 1.413.446,86 €.

Les principaux mouvements de valeur en dotations portent sur le personnel, tant en couverture du fonds des pensions (+3,3 millions d'euros), qu'en garantie des engagements pris en faveur des agents statutaires (+4,2 millions d'euros).

L'ampleur de ces ajustements n'a pu être supporté par les seules évolutions tarifaires et croissance de rendement. Des reprises pour un total de 6,05 millions d'euros ont été réalisées en considération de l'évaluation et de la pertinence de certains risques, souvent matériels à consonance de remploi en investissement.

6. Réductions de valeur sur créances commerciales

En dépit des efforts internes et du coût toujours croissant des frais judiciaires exposés, nous relevons un dépassement en 2009 de 84,58 % par rapport au budget des réductions de valeur sur créances commerciales (+329.027,60 €).

Malgré le bon usage du fonds social régional de l'eau mis en place en 2003, la courbe ascendante des irrécouvrables est très inquiétante quant à la vision future des tarifs.

Dans la conjoncture d'austérité actuelle induite par la crise bancaire, avec une précarité d'emploi grandissante, des embauches à bas salaires et le manque de perspective à court terme, les personnes précarisées d'hier le seront encore demain, mais plus nombreuses.

L'irresponsabilité et l'incivilité de certains usagers ne sont pas non plus étrangères au constat de défaillance d'une frange de la population.

Années	Budget alloué	Evolution	Dépenses exposées	Ecart	
2006	220.500,00 i		296.277,04 i	75.777,04 i	+34 %
2007	241.800,00 i	+10 %	360.159,62 i	118.359,62 i	+49 %
2008	324.500,00 i	+34 %	560.211,52 i	235.711,52 i	+73 %
2009	389.000,00 i	+20 %	718.027,60 i	329.027,60 i	+85 %
2010	620.100,00 i	+59 %			

La solution partielle pour le recouvrement des petites créances (jusqu'à 300 i), avant procédure judiciaire s'il échet, serait de céder la récupération de ces créances à une société spécialisée, qui se paierait en appliquant un pourcentage sur les sommes recouvrées en un laps de temps donné. Cette procédure toujours amiable pourrait être couplée à la pose du réducteur de débit.

VENTES ET PRESTATIONS

Les ventes et prestations sont 0,76 % en dessous de leur prévision, soit un écart déficitaire de 733.564,57 i sur un budget global de 96.237.510,00 i.

Pour l'exercice 2009, le chiffre d'affaires de l'activité de Distribution, qui se compose à 96,2 % du produit de la vente d'eau sous la forme C.V.D., C.V.A. et fonds social, n'enregistre qu'un écart négatif minime de 0,36 % par rapport au budget établi (335.834,70 i sur 92.328.660,00 i).

A préciser que la demande de majoration tarifaire introduite au SPF Economie a été acceptée telle que sollicitée, c'est-à-dire au C.V.D. calculé à 2,12 i/m ; . Seule, l'entrée en vigueur, effective au 1^{er} février 2009, fut postposée d'un mois.

Les volumes consommés, relevés et facturés en 2009, sont stables par rapport à l'année précédente, eu égard aux diminutions successives des exercices 2007 (-2,4 %) et 2008 (-2 %).

Comparés aux prévisions budgétaires, les volumes facturés en 2009 sont 1,08 % inférieurs.

<u>Budget 2009</u>	<u>Facturé en 2009</u>	<u>Facturé en 2008</u>	<u>Facturé en 2007</u>
25.535.160 m ;	25.259.048 m ;	25.361.985 m ;	25.887.451 m ;

La production immobilisée est 24,31 % en deçà de nos prévisions; elle accuse un déficit sur budget de 438.598,88 i. Cet état de fait s'explique par l'exécution partielle du planning des investissements. Les budgets furent calculés sur un objectif de travaux à réaliser en 2009 de 9.541.000,00 i pour une atteinte de 7.077.652,72 i.

RESULTAT FINANCIER

Comparé aux prévisions budgétaires, le résultat financier est en boni de 715.095,13 i

a) Les charges financières sont 673.525,95 i inférieures à nos estimations, aux motifs de :

- s l'absence d'un financement externe des investissements, ce qui génère un boni budgétaire pour 2009 de 591 mille euros;
- s la diminution simultanée de l'encours des avoirs en compte courant par les communes associées et du taux de rémunération de cet encours, avec en résultat 65 mille euros de dépenses économisées en 2009;
- s la reprise de 28 mille euros sur des réductions de valeur d'actifs circulants comptabilisées au 31 décembre 2008 suite à la crise bancaire, alors que par ailleurs une dotation complémentaire de

11 mille euros a encore dû être transcrite sur des placements titres.

- b) Les produits financiers sont supérieurs de 41.569,18 € à nos prévisions au motif de la perception d'intérêts conventionnels sur le préfinancement par la CILE de travaux en équipement et renforcement de distribution d'eau sur le territoire des communes associées (produits financiers divers de 43,7 mille euros).

RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les charges exceptionnelles 2009 s'élèvent à 51.491,87 €.

Elles sont 12.441,87 € supérieures à nos prévisions initiales (39.050,00 €) suite, notamment, à la réception d'une cinquantaine de factures d'énergie électrique, portant sur des clôtures de compte induites par le transfert d'opérateur dans le cadre de la libéralisation du marché.

Ces charges ne concernent pas l'exercice courant.

Les produits exceptionnels sont en dépassement de 852.823,80 i par rapport au budget prévu (111.800,00 €), en raison de la prise en résultat sur l'exercice 2009 d'un produit reporté depuis plus de dix ans, qui portait sur la valorisation d'échanges de réseaux pour une valeur de 934.754,92 €.

CHARGES FISCALES

Pour la CILE, intercommunale pure, la charge fiscale concerne le précompte mobilier retenu.

Au 31 décembre 2009 la charge fiscale s'élève à 32.272,50 i, elle est 6.307,50 i inférieure au budget déposé (38.580,00 i) soit 16,35 %.

Cet écart s'explique par la nature des produits financiers encaissés en 2009, dont des plus-values réalisées sur des placements Asicav®, non soumis à précompte.

DONNEES SUR TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS 2009

Les chiffres de l'exercice 2009 :

§ Engagements en cours au 01-01-2009	8.373.743,55 i	
§ Engagements de l'exercice 2009	6.200.603,14 i	
§ Bonis d'engagement sur travaux clôturés	-1.229.728,24 i	
§ Dépassements d'engagements sur travaux clôturés	+644.118,21 i	
§ Dépassements d'engagements sur travaux en cours	+19.140,65 i	

<u>Valeur corrigée des engagements 2009</u>	14.007.877,31 i	
§ Dépenses en cours au 01-01-2009	2.899.776,81 i	
§ Dépenses de l'exercice 2009	7.077.652,72 i	

<u>Total des dépenses</u>	9.977.429,53 i	[71 %]
§ Investissements activés en 2009	8.533.613,88 i	
§ Encours d'investissements au 31-12-2009	1.443.815,65 i	
§ Engagements en cours au 31-12-2009, dont solde théorique restant à dépenser	5.474.263,43 i 4.030.477,78 i	

L=appréciation du seul exercice 2009 :

§ Prévisions 2009 en travaux d=investissement	8.308.600,00 i	
§ Engagements 2009 en travaux d=investissement	6.200.603,14 i	[75 %]
§ Boni sur engagements de travaux 2009 clôturés	-631.210,83 i	
§ Dépassements d=engagements sur travaux 2009 clôturés	+51.731,26 i	
§ Dépassements d=engagements sur travaux 2009 en cours	+3.381,71 i	
	<hr/>	
§ Engagements nets au 31-12-2009	5.624.505,28 i	[68 %]
§ Dépenses de 2009 sur engagements de 2009	3.517.831,74 i	[63 %]

RENOUVELLEMENT DES RACCORDEMENTS EN PLOMB

Conformément à la déclaration inscrite au plan stratégique adopté par l=Assemblée Générale du 18 décembre 2008, nous rendons également compte du volume réalisé et du coût financier consacré au renouvellement des raccords en plomb.

Afin de répondre à l=arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2002, qui impose aux distributeurs, pour la fin 2013, une teneur en plomb inférieure à 10 microgrammes par litre, la CILE a estimé son indicateur d=aboutissement à 6.000 raccords par an.

Au terme de l=exercice 2009, le remplacement opérationnel des raccords en plomb se décompose comme suit :

⇒ renouvellements ponctuels	:	341
⇒ renouvellements à l=occasion de travaux de voirie	:	253
⇒ renouvellements suivis par la cellule plomb	:	2.902
		<hr/>

TOTAL

3.496

Le coût global de ces remplacements s=élève à **5.042.859,54 EUR**.

CONCLUSIONS

Au terme de l'exercice 2009, les écarts enregistrés entre les montants réalisés et sommes budgétisées sont globalement tenus dans l'une et l'autre des activités. Ce constat met en évidence la qualité du travail prévisionnel fourni.

Les principales discordances trouvent leur justification dans deux facteurs externes non maîtrisables par nos services comptables.

1. Les rudes conditions hivernales, qui ont nécessité un plus grand besoin de fourniture d'eau en tête des réseaux de distribution. Ces besoins ont mis en évidence l'efficacité de nos captages, puisque ceux-ci ont supporté, seul, l'ensemble des augmentations sollicitées. Notre autonomie d'approvisionnement s'en est retrouvée renforcée.

Autre constat, nos installations de distribution, conduites et raccordements, ont subi un grand nombre d'interventions en réparation sur fuites et ruptures. Pour l'activité de distribution, le coût externe complémentaire total se chiffre à 895 mille euros.

2. Les conséquences de la crise bancaire mondiale, déclarée en septembre 2008, sur :

- nos perspectives de travail, en terme d'organisation et de recrutement du personnel;
- nos conditions d'accès aux capitaux de tiers et nos capacités d'emprunt;
- l'atteinte de nos objectifs d'investissements (respect du planning).

Nos besoins n'ayant pu être rencontrés par le marché bancaire traditionnel, nous avons sollicité les capacités financières de la B.E.I.

Le contrat de financement a été rapidement conclu, il fut signé le 30 novembre 2009, soit en moins de six mois de transactions et négociations. Le prélèvement d'une première tranche de 20 millions d'euros est effectif depuis le 1^{er} octobre 2010.

Si certains postes ont connu des écarts plus conséquents, faut-il encore en relativiser leur importance et leur impact réel sur le budget global des activités.

Pour conclure, après deux années de régression sensible de nos ventes d'eau domestiques et professionnelles, nous sommes soulagés de voir les volumes consommés s'être stabilisés en 2009 et ce bien qu'ils soient 1,08 % sous nos prévisions.

Evolution et situation de notre programme d'investissements

Pour le seul exercice 2009

# Prévisions budgétaires	:	22.629.600,00 €		
■ Engagements	:	12.580.230,92 €	Taux d'engagement :	56 %
■ Dépenses	:	7.551.269,13 €	Taux d'exécution	: 33 %

En cumul des encours, sur l'exercice 2009

■ Engagements	:	23.334.768,36 €		
■ Dépenses	:	15.964.035,59 €	Taux d'exécution	: 68 %

III. LES PERSPECTIVES FINANCIERES 2011-2013

3. INTRODUCTION

Les perspectives financières revues par activité pour l'exercice comptable □ venir s'appuient sur :

- notre connaissance du secteur de l'eau ;
- la gestion des données comptables et techniques spécifiques □ la CILE ;
- la référence des exercices antérieurs (tant en budget qu'en réalisé);
- la situation comptable en cours ;
- la croissance des coûts liée □ l'inflation, □ la mondialisation, ainsi qu'aux besoins requis.

Ces perspectives tiennent compte :

- des diverses réformes imposées par les décrets successifs transposés dans le Code de l'eau ;
- de la programmation :
 - des investissements ordinaires (renouvellement des conduites vétustes),
 - des investissements imposés (éradication pour 2013 des raccordements en plomb),
 - des investissements de pérennité et de sécurisation (dédoublage de la conduite d'adduction du Néblon et traitement des eaux de Hesbaye) ;
- des moyens financiers subsistants en fonds propres ;
- des emprunts pour subvenir au financement des nouveaux investissements de maintien de l'outil d'exploitation et leurs coûts ;
- des obligations de résultats dans la fourniture d'une eau de qualité, en quantité et pression voulues, ainsi que dans la prestation de services adéquats, ponctuels et cordiaux.

Au vu des éléments cités, il est bien précisé que tous les paramètres budgétaires repris au plan stratégique 2011-2012-2013 ont été établis en postulant l'ajustement au 1^{er} janvier de chaque année de notre coût vérité distribution (C.V.D.).

Suite à notre demande de majoration tarifaire, le SPF Economie a permis l'entrée en vigueur au 1^{er} février 2010, d'un nouveau C.V.D. limité à 2,1782 EUR/m³.

Vu l'importance de la hausse du prix d'achat du m³ d'eau en provenance des barrages d'Eupen et de la Gileppe, une revalorisation du CVD à 2,2144 €/m³ nous a été accordée au 1^{er} avril 2010.

En raison de la répercussion d'une croissance des coûts d'achat de nos approvisionnements, fournitures et services, d'une évolution de la charge salariale impactée d'un index de 2 % qui pourrait survenir au plus tôt au cours du dernier trimestre 2011, d'une augmentation de 40 % (21 % à 29,5 %) de la charge patronale pour fonds de pension et d'engagements complémentaires afin de faire face au volume de travaux d'investissements, d'amortissements supplémentaires liés à ces mêmes travaux et de la charge financière y associée, les tarifs des activités de Production et Distribution ont évolué et devront évoluer.

Activité de Production	2011	2012	2013	Venant de
Tarif associé	0,6928 €/m ³	0,7572 €/m ³	0,8010 €/m ³	0,6760 €/m ³
Tarif non-associé	0,7228 €/m ³	0,7872 €/m ³	0,8310 €/m ³	0,7060 €/m ³

Activité de Distribution	2011	2012	2013	Venant de
Coût Vérité Distribution	2,3600 €/m ³	2,5114 €/m ³	2,6546 €/m ³	2,2144 €/m ³

Les perspectives financières s'articulent, pour chacune des deux activités, sur deux points :

- le budget général des charges et produits ;
- le budget des dépenses d'investissement.

Il a été tenu compte, dans l'élaboration des budgets, de l'augmentation programmée du coût vérité assainissement (C.V.A.) qui devrait suivre l'évolution suivante:

Assainissement public	2011	2012	2013	Venant de
Coût Vérité Assainissement	1,4320 €/m ³	1,6400 €/m ³	1,8700 €/m ³	1,3080 €/m ³

3.1 LE BUDGET GENERAL

Le budget général est établi sur le schéma des comptes de résultats – classes VI et VII – du plan comptable. Les charges et les produits sont évalués sur base de la situation comptable arrêtée au 30 juin 2010, des perspectives d'évolution sur les 3 années à venir en regard des éléments connus des 3 derniers exercices clôturés, ainsi que des budgets actuels.

3.1.1. L=ACTIVITE DE PRODUCTION

Le budget de fonctionnement de l=activité de Production se décompose comme suit :

Charges

	2011	2012	2013
Charges d'exploitation	27.830.700	29.613.000	30.646.400
Charges financières	503.750	923.900	1.343.300
Charges exceptionnelles	10.250	10.250	10.250
Charges fiscales	18.700	18.700	18.700

Produits

	2011	2012	2013
Ventes et prestations	27.570.450	29.773.450	31.237.750
Produits financiers	789.450	788.900	777.400
Produits exceptionnels	3.500	3.500	3.500

Les huit rubriques des charges d=exploitation :

	2011	2012	2013
Achats	10.241.550	10.760.550	11.164.950
Transferts d'activités	10.000	10.000	10.000
Services et biens divers	4.428.400	4.499.650	4.527.100
Rémunérations et charges sociales	5.454.950	5.741.400	5.677.500
Amortissements	7.330.800	8.212.150	8.876.450
Dotations aux provisions	220.450	243.100	240.600
Réductions de valeurs sur créances	12.600	12.900	13.050
Autres charges d'exploitation	131.950	133.250	136.750

Les trois rubriques des ventes et prestations:

	2011	2012	2013
Chiffre d'affaires	27.064.100	29.077.600	30.440.900
Production immobilisée	440.650	628.500	728.700
Autres produits d'exploitation	65.700	67.350	68.150

Quelques points méritent un commentaire particulier :

Notre projection de volume de production est réalisée sur base de l'exercice 2008 étant donné l'influence importante des nombreuses fuites constatées sur le réseau de distribution suite à un hiver particulièrement rigoureux en 2009.

Comparé au réalisé 2008 (35.140.205 m³) les volumes produits diminuent de :

- 267.755 m³ en 2011, avec une légère augmentation des achats d'eau.

Cette augmentation du volume acheté se justifie par le mélange futur des eaux de surface (barrages d'Eupen et de la Gileppe) à notre production d'eau souterraine des captages de Hesbaye, dès la mise en service de la conduite de liaison Ans-Thiba annoncée pour le mois de juin 2011.

Les services et biens divers sont prudemment estimés sur leur base 2009 et indexés, à partir de l'exercice 2011, de 1,75 à 5 %, suivant les cas.

Les amortissements ont été adaptés en fonction de l'exécution des divers lots des phases 1 et 2 du dédoublement de la conduite Néblon et du projet de construction de deux usines de dénitrification sur le site des captages de Hesbaye.

Quant aux produits, qui sont essentiellement déterminés par le chiffre d'affaires, ils sont évalués sur base d'une projection de volume établie à partir du réalisé de l'exercice 2008.

La production immobilisée est estimée avec prudence et limitée en raison d'un volume de travail très important qui ne pourra que partiellement être réalisé en interne.

3.1.2. L=ACTIVITÉ DE DISTRIBUTION

Le budget de fonctionnement de l=activité de Distribution se décompose comme suit :

Charges

	2011	2012	2013
Charges d'exploitation	105.620.550	114.343.900	122.718.450
Charges financières	1.220.950	1.440.950	1.660.950
Charges exceptionnelles	53.950	55.300	55.900
Charges fiscales	36.450	36.450	36.450

Produits

	2011	2012	2013
Ventes et prestations	106.041.500	114.927.750	123.511.550
Produits financiers	886.900	945.350	956.700
Produits exceptionnels	3.500	3.500	3.500

Les sept rubriques des charges d=exploitation :

	2011	2012	2013
Achats	62.022.000	68.780.600	75.313.300
Services et biens divers	12.302.950	12.508.650	12.632.300
Rémunérations et charges sociales	20.468.900	20.978.250	21.566.000
Amortissements	9.358.650	10.323.250	11.255.950
Dotations aux provisions	-2.750	187.800	285.550
Réductions de valeurs sur créances	905.250	995.800	1.095.400
Autres charges d'exploitation	565.550	569.550	569.950

Les quatre rubriques des ventes et prestations:

	2011	2012	2013
Chiffre d'affaires	100.481.250	109.162.950	118.057.550
Transferts d'activités	10.000	10.000	10.000
Production immobilisée	3.310.700	3.490.500	3.148.900
Autres produits d'exploitation	2.239.550	2.264.300	2.295.100

Quelques points méritent un commentaire particulier :

Notre prévision d'achat d'eau 2011 est budgétisée sur base des volumes vendus aux abonnés au cours de l'exercice 2009. Nous tenons également compte des achats d'eau réalisés sur l'exercice 2008 étant donné l'influence des fuites sur le réseau de distribution au cours de l'exercice 2009.

Comparé au réalisé 2008 (31.334.931 m³) les volumes achetés diminuent de 84.931 m³.

Les achats pour stock sont augmentés d'une quotité destinée à couvrir l'augmentation du nombre de remplacement de raccordements en plomb et de la reprise de la mutation des compteurs vétustes par une cellule spécifique à ce travail.

Les services et biens divers sont estimés avec prudence en fonction d'un taux d'inflation réduit, d'une part et sur base de l'évolution des besoins constatés aux situations comptables du 31/12/2009 et 30/06/2010, d'autre part.

En ce sens, les frais de recouvrement relatifs au contentieux commercial, ainsi que les charges d'entretien des bâtiments administratifs évoluent d'une manière plus importante.

Les amortissements sont évalués sur base de la planification de réalisation des chantiers ainsi que sur la programmation des dépenses sur travaux d'investissements réalisées par notre bureau d'études.

Les produits sont essentiellement déterminés par l'estimation de nos ventes d'eau aux abonnés et accessoirement par la facturation de nos produits d'activités annexes (nouveaux raccordements, modifications de branchements, compteurs supplémentaires, ...).

La production immobilisée est estimée avec prudence et limitée en raison d'un volume de travail très important qui ne pourra être que partiellement réalisé en interne.

3.1.3. REMARQUES COMMUNES AUX DEUX ACTIVITÉS

Le 30 novembre 2009, la Banque Européenne d'Investissement nous accordait une ligne de crédit de 82.000.000 EUR pour le financement du dédoublement de l'adduction du Néblon et le remplacement des raccordements en plomb.

Une première tranche de 20.000.000 EUR sur cet emprunt a été libérée, ce 1^{er} octobre 2010, à un taux de 3,243 %. Antérieurement budgétisé à un taux de 4,40 %, ce taux très favorable nous permet de réduire notre projection des charges financières, et de limiter en cela l'augmentation de notre C.V.D.

L'enveloppe des investissements réservés aux bâtiments administratifs a été augmentée pour les exercices 2011 et 2012.

L'objectif est de mener une politique d'économie en matière énergétique par la pose de panneaux photovoltaïques et le recours à la cogénération.

Dépenses d'investissement prévues pour l'activité de Production

	2011	2012	2013
Acquisition de terrains	350.000	500.000	1.100.000
Mesures de protection des captages	450.000	800.000	800.000
Réhabilitation d'ouvrages	900.000	720.000	200.000
Remplacement de conduites à risques	3.585.000	4.430.000	4.200.000
Traitement des eaux	2.500.000	2.500.000	12.000.000
Travaux de sécurisation	1.600.000	3.000.000	1.800.000
Travaux de voirie	2.165.000	800.000	600.000
Renouvellement d'équipements dans les centrales	400.000	400.000	400.000
Aménagements des locaux	370.000	477.000	120.000
Equipement ateliers	32.500	20.000	20.000
Equipement laboratoire	67.000	55.000	23.000
Matériel et outillage	30.000	30.000	30.000
Mobilier et machine de bureau	0	0	0
Matériel informatique	68.000	20.000	20.000
Radiotéléphonie	10.000	10.000	10.000
Renouvellement du parc véhicules	198.850	136.500	65.500
Total investissements sur fonds propres	12.726.350	13.898.500	21.388.500
Travaux dédoublement « Néblon »	10.520.000	8.500.000	8.550.000
Etudes et surveillance « Néblon »	1.030.000	930.000	830.000
Total des investissements sur fonds externes	11.550.500	9.430.000	9.380.000

Dépenses d'investissement prévues pour l'activité de Distribution

	2011	2012	2013
Extensions de réseaux	260.000	575.000	260.000
Remplacements conduites prioritaires	5.370.000	4.436.000	4.515.000
Remplacements raccordements sur conduites prioritaires	1.196.000	1.507.000	1.311.000
Remplacements racc. en plomb sur conduites prioritaires	1.075.000	326.000	560.000
Réhabilitation d'ouvrages	300.000	250.000	150.000
Placements et mutations de gros compteurs	300.000	300.000	300.000
Remplacement de raccordements ponctuels	300.000	300.000	300.000
Remplacement ponctuel de raccordements en plomb	960.000	960.000	960.000
Petites améliorations localisées	20.000	20.000	20.000
Pose de nouvelles vannes	20.000	20.000	20.000
Augmentation de la pression	10.000	210.000	10.000
Conduites à risques remplacées à l'occasion travaux de voirie	3.552.500	2.985.500	2.985.500
Remplacement raccordements à l'occasion travaux de voirie	761.250	639.750	639.750
Remplacement raccordements pb à l'occasion travaux de voirie	761.250	639.750	639.750
Remaniement de réseau	335.000	1.885.000	35.000
Raccordement suite remaniement réseau	3.000	3.000	3.000
Equipement des ateliers et du bureau d'études	95.000	0	0
Remplacement raccordements bizarroïdes	4.000	4.000	4.000
Equipement bâtiment	5.000	5.000	5.000
Matériel et outillage	133.000	69.600	69.600
Mobilier et machines de bureau	30.400	16.000	16.000
Radiotéléphonie	5.000	5.000	0
Matériel informatique	340.800	219.500	68.500
Renouvellement du parc véhicules	876.450	428.050	442.900
Total des investissements sur fonds propres	16.713.650	15.804.150	13.315.000
Remplacement de raccordements en plomb	5.000.000	5.000.000	5.000.000
Total des investissements sur fonds externes	5.000.000	5.000.000	5.000.000

C.I.L.E.

BUDGET GÉNÉRAL 2011

ACTIVITÉ DE PRODUCTION

&

ACTIVITE DE DISTRIBUTION

BUDGET 2011

ACTIVITE DE PRODUCTION

CHARGES		PRODUITS	
CHARGES D'EXPLOITATION	27.830.700	VENTES ET PRESTATIONS	27.570.450
1. <u>Achats</u>	<u>10.241.550</u>	1. <u>Chiffres d'affaires</u>	<u>27.064.100</u>
Eau	6.912.850	Ventes d'eau internes	21.658.950
Fonds de protection	2.549.300	Ventes d'eau externes	2.165.000
Coût vérifié "assainissement"	179.000	Fonds de protection	2.588.400
Achats pour stock	129.050	Coût vérifié "assainissement"	179.000
Achats directs	285.850	Produits activités annexes	472.750
Achats carburant	39.450		
Analyses spéciales	137.600		
Fournitures de bureau	3.450		
Sous-traitant à facturer	5.000		
2. <u>Transferts d'activité</u>	<u>10.000</u>	2. <u>Production immobilisée</u>	<u>440.650</u>
3. <u>Services et biens divers</u>	<u>4.428.400</u>	3. <u>Autres produits exploitation</u>	<u>65.700</u>
Frais sur achats	9.500		
Indemnités d'occupation et autres	1.036.650		
Charges locatives	92.100		
Entretiens et réparations	676.250		
Frais informatiques	617.450		
Fournitures à l'intercommunale	1.322.800		
Redevances et assurances	214.400		
Honoraires et cotisations	252.900		
Manifestations, publications, frais de notoriété	77.700		
Missions et réceptions	33.400		
Emoluments Administrateurs & intérimaires	95.250		
4. <u>Rémunérations - Ch. sociales</u>	<u>5.454.950</u>		
Rémunérations directes	3.844.000		
Charges patronales	1.423.850		
Autres frais de personnel	187.100		
5. <u>Amortissements</u>	<u>7.330.800</u>		
6. <u>Dotations aux provisions</u>	<u>220.450</u>		
7. <u>Réduction de valeurs</u>	<u>12.600</u>		
8. <u>Autres charges exploitation</u>	<u>131.950</u>		
CHARGES FINANCIERES	503.750	PRODUITS FINANCIERS	789.450
CHARGES EXCEPTIONNELLES	10.250	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3.500
CHARGES FISCALES	18.700		
BENEFICE A AFFECTER			
TOTAL	28.363.400	TOTAL	28.363.400

BUDGET 2011

ACTIVITE DE PRODUCTION

I. <u>VENTES ET PRESTATIONS</u>		27.570.450
A. Chiffre d'affaire	27.064.100	
B. Variation des travaux en-cours	0	
C. Production immobilisée	440.650	
D. Autres produits d'exploitation	65.700	
II. <u>COUT DES VENTES ET PRESTATIONS</u>		-27.830.700
A. Approvisionnements et marchandises	10.241.550	
B. Services et biens divers	4.428.400	
C. Rémunérations et charges sociales	5.454.950	
D. Dotations aux amortissements	7.330.800	
E. Réductions de valeur	12.600	
F. Provisions pour risques et charges	220.450	
G. Autres charges d'exploitation	141.950	
III. <u>RESULTAT D'EXPLOITATION</u>		-260.250
IV. <u>RESULTAT FINANCIER</u>		285.700
A. Produits financiers	789.450	
B. Charges financières	503.750	
V. <u>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</u>		25.450
VI. <u>RESULTAT EXCEPTIONNEL</u>		-6.750
A. Produits exceptionnels	3.500	
B. Charges exceptionnelles	10.250	
VII. <u>RESULTAT AVANT IMPOTS</u>		18.700
VIII. <u>IMPOT SUR LE RESULTAT</u>		-18.700
IX. <u>RESULTAT A AFFECTER</u>		0
1 Dotation à la réserve légale		
2 Rémunération du capital A		

BUDGET 2011

ACTIVITE DE DISTRIBUTION

CHARGES		PRODUITS	
CHARGES D'EXPLOITATION	105.620.550	VENTES ET PRESTATIONS	106.041.500
1. <u>Achats</u>	<u>62.022.000</u>	1. <u>Chiffres d'affaires</u>	<u>100.481.250</u>
Eau	21.658.950	1.1 Ventes d'eau (tarif net)	50.935.450
Fonds de protection	2.362.500	1.1 Redevance	11.590.300
Coût vérité "assainissement"	33.391.000	1.1 Coût vérité "assainissement"	23.342.650
Achats pour stocks	3.308.100	1.1 Redevance "assainissement"	10.487.350
Achats directs	75.250	1.1 Fonds social de l'eau	312.500
Achats carburant	180.050	1.1 Location compteurs	348.000
Sous-traitant à facturer	11.050	1.2 Produits activités annexes	3.465.000
Fournitures bureau	1.035.100		
2. <u>Services et biens divers</u>	<u>12.302.950</u>	2. <u>Transfert d'activité</u>	<u>10.000</u>
Frais sur achats	5.800		
Indemnités d'occupation et autres	1.684.800		
Charges locatives	135.150		
Entretiens et réparations	3.641.400		
Frais informatiques	2.003.850		
Fournitures à l'intercommunale	1.128.650	3. <u>Production immobilisée</u>	<u>3.310.700</u>
Redevances et assurances	534.950		
Honoraires et cotisations	2.523.900		
Manifestations, publications frais de notoriété	235.150		
Missions & réceptions	102.150		
Emoluments Administrateurs & intérimaires	307.150	4. <u>Autres produits d'exploitation</u>	<u>2.239.550</u>
3. <u>Rémunérations - Ch. sociales</u>	<u>20.468.900</u>		
Rémunérations directes	14.533.700		
Charges patronales	5.277.350		
Autres frais de personnel	657.850		
4. <u>Amortissements</u>	<u>9.358.650</u>		
5. <u>Dotation aux provisions</u>	<u>-2.750</u>		
6. <u>Réduction de valeurs</u>	<u>905.250</u>		
7. <u>Autres charges exploitation</u>	<u>565.550</u>		
CHARGES FINANCIERES	1.220.950	PRODUITS FINANCIERS	886.900
CHARGES EXCEPTIONNELLES	53.950	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3.500
CHARGES FISCALES	36.450		
PERTE A REPORTER			
TOTAL	106.931.900	TOTAL	106.931.900

BUDGET 2011

ACTIVITE DE DISTRIBUTION

I. <u>VENTES ET PRESTATIONS</u>		106.041.500
A. Chiffre d'affaire	100.481.250	
B. Variation des travaux en-cours	0	
C. Production immobilisée	3.310.700	
D. Autres produits d'exploitation	2.249.550	
II. <u>COUT DES VENTES ET PRESTATIONS</u>		-105.620.550
A. Approvisionnements et marchandises	62.022.000	
B. Services et biens divers	12.302.950	
C. Rémunérations et charges sociales	20.468.900	
D. Dotations aux amortissements	9.358.650	
E. Réductions de valeur	905.250	
F. Provisions pour risques et charges	-2.750	
G. Autres charges d'exploitation	565.550	
III. <u>RESULTAT D'EXPLOITATION</u>		420.950
IV. <u>RESULTAT FINANCIER</u>		-334.050
A. Produits financiers	886.900	
B. Charges financières	1.220.950	
V. <u>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</u>		86.900
VI. <u>RESULTAT EXCEPTIONNEL</u>		-50.450
A. Produits exceptionnels	3.500	
B. Charges exceptionnelles	53.950	
VII. <u>RESULTAT AVANT IMPOTS</u>		36.450
VIII. <u>IMPOT SUR LE RESULTAT</u>		-36.450
IX. <u>RESULTAT A AFFECTER</u>		0

C.I.L.E.

BUDGET GÉNÉRAL 2012

ACTIVITÉ DE PRODUCTION

&

ACTIVITE DE DISTRIBUTION

BUDGET 2012

ACTIVITE DE PRODUCTION

CHARGES		PRODUITS	
CHARGES D'EXPLOITATION	29.613.000	VENTES ET PRESTATIONS	29.773.450
1. <u>Achats</u>	<u>10.760.550</u>	1. <u>Chiffres d'affaires</u>	<u>29.077.600</u>
Eau	7.403.800	Ventes d'eau internes	23.550.250
Fonds de protection	2.536.400	Ventes d'eau externes	2.274.300
Coût vérité "assainissement"	205.000	Fonds de protection	2.575.100
Achats pour stock	132.300	Coût vérité "assainissement"	205.000
Achats directs	293.000	Produits activités annexes	472.950
Achats carburant	40.450		
Analyses spéciales	141.050		
Fournitures de bureau	3.550		
Sous-traitant à facturer	5.000		
2. <u>Transferts d'activité</u>	<u>10.000</u>	2. <u>Production immobilisée</u>	<u>628.500</u>
3. <u>Services et biens divers</u>	<u>4.499.650</u>	3. <u>Autres produits exploitation</u>	<u>67.350</u>
Frais sur achats	9.750		
Indemnités d'occupation et autres	1.038.050		
Charges locatives	94.400		
Entretiens et réparations	693.150		
Frais informatiques	625.650		
Fournitures à l'intercommunale	1.355.750		
Redevances et assurances	219.750		
Honoraires et cotisations	252.100		
Manifestations, publications, frais de notoriété	79.600		
Missions et réceptions	33.800		
Emoluments Administrateurs & intérimaires	97.650		
4. <u>Rémunérations - Ch. sociales</u>	<u>5.741.400</u>		
Rémunérations directes	4.141.350		
Charges patronales	1.466.600		
Autres frais de personnel	133.450		
5. <u>Amortissements</u>	<u>8.212.150</u>		
6. <u>Dotation aux provisions</u>	<u>243.100</u>		
7. <u>Réduction de valeurs</u>	<u>12.900</u>		
8. <u>Autres charges exploitation</u>	<u>133.250</u>		
CHARGES FINANCIERES	923.900	PRODUITS FINANCIERS	788.900
CHARGES EXCEPTIONNELLES	10.250	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3.500
CHARGES FISCALES	18.700		
BENEFICE A AFFECTER			
TOTAL	30.565.850	TOTAL	30.565.850

BUDGET 2012

ACTIVITE DE PRODUCTION

I. <u>VENTES ET PRESTATIONS</u>		29.773.450
A. Chiffre d'affaire	29.077.600	
B. Variation des travaux en-cours	0	
C. Production immobilisée	628.500	
D. Autres produits d'exploitation	67.350	
II. <u>COUT DES VENTES ET PRESTATIONS</u>		-29.613.000
A. Approvisionnements et marchandises	10.760.550	
B. Services et biens divers	4.499.650	
C. Rémunérations et charges sociales	5.741.400	
D. Dotations aux amortissements	8.212.150	
E. Réductions de valeur	12.900	
F. Provisions pour risques et charges	243.100	
G. Autres charges d'exploitation	143.250	
III. <u>RESULTAT D'EXPLOITATION</u>		160.450
IV. <u>RESULTAT FINANCIER</u>		-135.000
A. Produits financiers	788.900	
B. Charges financières	923.900	
V. <u>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</u>		25.450
VI. <u>RESULTAT EXCEPTIONNEL</u>		-6.750
A. Produits exceptionnels	3.500	
B. Charges exceptionnelles	10.250	
VII. <u>RESULTAT AVANT IMPOTS</u>		18.700
VIII. <u>IMPOT SUR LE RESULTAT</u>		-18.700
IX. <u>RESULTAT A AFFECTER</u>		0

BUDGET 2012

ACTIVITE DE DISTRIBUTION

CHARGES	PRODUITS
CHARGES D'EXPLOITATION	VENTES ET PRESTATIONS
114.343.900	114.927.750
1. <u>Achats</u> <u>68.780.600</u>	1. <u>Chiffres d'affaires</u> <u>109.162.950</u>
Eau 23.550.250	Ventes d'eau (tarif net) 53.838.650
Fonds de protection 2.350.400	Redevance 12.484.500
Coût vérité "assainissement" 38.155.200	Coût vérité "assainissement" 26.498.600
Achats pour stocks 3.390.750	Redevance "assainissement" 12.158.250
Achats directs 77.150	Fonds social de l'eau 310.950
Achats carburant 184.550	Location compteurs 348.500
Sous-traitant à facturer 11.350	Produits activités annexes 3.523.500
Fournitures bureau 1.060.950	
2. <u>Services et biens divers</u> <u>12.508.650</u>	2. <u>Transfert d'activité</u> <u>10.000</u>
Frais sur achats 5.950	
Charges locatives 1.684.400	
Indemnités d'occupation et autres 138.500	
Entretiens et réparations 3.732.500	
Frais informatiques 2.032.000	
Fournitures à l'intercommunale 1.156.800	
Redevances et assurances 548.300	
Honoraires et cotisations 2.551.150	
Manifestations, publications frais de notoriété 240.850	
Missions & réceptions 103.400	
Emoluments Administrateurs & intérimaires 314.800	
3. <u>Rémunérations - Ch. sociales</u> <u>20.978.250</u>	3. <u>Production immobilisée</u> <u>3.490.500</u>
Rémunérations directes 14.999.650	
Charges patronales 5.304.750	
Autres frais de personnel 673.850	
4. <u>Amortissements</u> <u>10.323.250</u>	4. <u>Autres produits d'exploitation</u> <u>2.264.300</u>
5. <u>Dotation aux provisions</u> <u>187.800</u>	
6. <u>Réduction de valeurs</u> <u>995.800</u>	
7. <u>Autres charges exploitation</u> <u>569.550</u>	
CHARGES FINANCIERES 1.440.950	PRODUITS FINANCIERS 945.350
CHARGES EXCEPTIONNELLES 55.300	PRODUITS EXCEPTIONNELS 3.500
CHARGES FISCALES 36.450	
PERTE A REPORTER	
TOTAL 115.876.600	TOTAL 115.876.600

BUDGET 2012

ACTIVITE DE DISTRIBUTION

I. <u>VENTES ET PRESTATIONS</u>		114.927.750
A. Chiffre d'affaire	109.162.950	
B. Variation des travaux en-cours	0	
C. Production immobilisée	3.490.500	
D. Autres produits d'exploitation	2.274.300	
II. <u>COUT DES VENTES ET PRESTATIONS</u>		-114.343.900
A. Approvisionnements et marchandises	68.780.600	
B. Services et biens divers	12.508.650	
C. Rémunérations et charges sociales	20.978.250	
D. Dotations aux amortissements	10.323.250	
E. Réductions de valeur	995.800	
F. Provisions pour risques et charges	187.800	
G. Autres charges d'exploitation	569.550	
III. <u>RESULTAT D'EXPLOITATION</u>		583.850
IV. <u>RESULTAT FINANCIER</u>		-495.600
A. Produits financiers	945.350	
B. Charges financières	1.440.950	
V. <u>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</u>		88.250
VI. <u>RESULTAT EXCEPTIONNEL</u>		-51.800
A. Produits exceptionnels	3.500	
B. Charges exceptionnelles	55.300	
VII. <u>RESULTAT AVANT IMPOTS</u>		36.450
VIII. <u>IMPOT SUR LE RESULTAT</u>		-36.450
IX. <u>RESULTAT A AFFECTER</u>		0

C.I.L.E.

BUDGET GÉNÉRAL 2013

ACTIVITÉ DE PRODUCTION

&

ACTIVITÉ DE DISTRIBUTION

BUDGET 2013

ACTIVITE DE PRODUCTION

CHARGES		PRODUITS	
CHARGES D'EXPLOITATION	30.646.400	VENTES ET PRESTATIONS	31.237.750
1. <u>Achats</u>	<u>11.164.950</u>	1. <u>Chiffres d'affaires</u>	<u>30.440.900</u>
Eau	7.785.300	Ventes d'eau internes	24.791.700
Fonds de protection	2.523.850	Ventes d'eau externes	2.379.750
Coût vérité "assainissement"	233.750	Fonds de protection	2.562.650
Achats pour stock	133.750	Coût vérité "assainissement"	233.750
Achats directs	296.200	Produits activités annexes	473.050
Achats carburant	40.900		
Analyses spéciales	142.600		
Fournitures de bureau	3.600		
Sous-traitant à facturer	5.000		
2. <u>Transferts d'activité</u>	<u>10.000</u>	2. <u>Production immobilisée</u>	<u>728.700</u>
3. <u>Services et biens divers</u>	<u>4.527.100</u>	3. <u>Autres produits exploitation</u>	<u>68.150</u>
Frais sur achats	9.850		
Indemnités d'occupation et autres	1.039.350		
Charges locatives	95.400		
Entretiens et réparations	700.750		
Frais informatiques	631.800		
Fournitures à l'intercommunale	1.370.650		
Redevances et assurances	222.150		
Honoraires et cotisations	244.000		
Manifestations, publications, frais de notoriété	80.400		
Missions et réceptions	34.000		
Emoluments Administrateurs & intérimaires	98.750		
4. <u>Rémunérations - Ch. sociales</u>	<u>5.677.500</u>		
Rémunérations directes	4.037.750		
Charges patronales	1.497.600		
Autres frais de personnel	142.150		
5. <u>Amortissements</u>	<u>8.876.450</u>		
6. <u>Dotation aux provisions</u>	<u>240.600</u>		
7. <u>Réduction de valeurs</u>	<u>13.050</u>		
8. <u>Autres charges exploitation</u>	<u>136.750</u>		
CHARGES FINANCIERES	1.343.300	PRODUITS FINANCIERS	777.400
CHARGES EXCEPTIONNELLES	10.250	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3.500
CHARGES FISCALES	18.700		
BENEFICE A AFFECTER			
TOTAL	32.018.650	TOTAL	32.018.650

BUDGET 2013

ACTIVITE DE PRODUCTION

I. <u>VENTES ET PRESTATIONS</u>		31.237.750
A. Chiffre d'affaire	30.440.900	
B. Variation des travaux en-cours	0	
C. Production immobilisée	728.700	
D. Autres produits d'exploitation	68.150	
II. <u>COUT DES VENTES ET PRESTATIONS</u>		-30.646.400
A. Approvisionnements et marchandises	11.164.950	
B. Services et biens divers	4.527.100	
C. Rémunérations et charges sociales	5.677.500	
D. Dotations aux amortissements	8.876.450	
E. Réductions de valeur	13.050	
F. Provisions pour risques et charges	240.600	
G. Autres charges d'exploitation	146.750	
III. <u>RESULTAT D'EXPLOITATION</u>		591.350
IV. <u>RESULTAT FINANCIER</u>		-565.900
A. Produits financiers	777.400	
B. Charges financières	1.343.300	
V. <u>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</u>		25.450
VI. <u>RESULTAT EXCEPTIONNEL</u>		-6.750
A. Produits exceptionnels	3.500	
B. Charges exceptionnelles	10.250	
VII. <u>RESULTAT AVANT IMPOTS</u>		18.700
VIII. <u>IMPOT SUR LE RESULTAT</u>		-18.700
IX. <u>RESULTAT A AFFECTER</u>		0

BUDGET 2013

ACTIVITE DE DISTRIBUTION

CHARGES		PRODUITS	
CHARGES D'EXPLOITATION	122.718.450	VENTES ET PRESTATIONS	123.511.550
1. <u>Achats</u>	<u>75.313.300</u>	1. <u>Chiffres d'affaires</u>	<u>118.057.550</u>
Eau	24.791.700	Ventes d'eau (tarif net)	56.524.150
Fonds de protection	2.339.050	Redevance	13.355.650
Coût vérité "assainissement"	43.405.350	Coût vérité "assainissement"	29.944.300
Achats pour stocks	3.428.550	Redevance "assainissement"	14.031.650
Achats directs	78.000	Fonds social de l'eau	309.400
Achats carburant	186.600	Location compteurs	349.000
Sous-traitant à facturer	11.450	Produits activités annexes	3.543.400
Fournitures bureau	1.072.600		
2. <u>Services et biens divers</u>	<u>12.632.300</u>	2. <u>Transfert d'activité</u>	<u>10.000</u>
Frais sur achats	6.000		
Charges locatives	1.685.150		
Indemnités d'occupation et autres	140.000		
Entretiens et réparations	3.775.250		
Frais informatiques	2.079.400		
Fournitures à l'intercommunale	1.169.550	3. <u>Production immobilisée</u>	<u>3.148.900</u>
Redevances et assurances	554.350		
Honoraires et cotisations	2.556.950		
Manifestations, publications frais de notoriété	243.450		
Missions & réceptions	103.950		
Emoluments Administrateurs & intérimaires	318.250	4. <u>Autres produits d'exploitation</u>	<u>2.295.100</u>
3. <u>Rémunérations - Ch. sociales</u>	<u>21.566.000</u>		
Rémunérations directes	15.388.950		
Charges patronales	5.589.350		
Autres frais de personnel	587.700		
4. <u>Amortissements</u>	<u>11.255.950</u>		
5. <u>Dotation aux provisions</u>	<u>285.550</u>		
6. <u>Réduction de valeurs</u>	<u>1.095.400</u>		
7. <u>Autres charges exploitation</u>	<u>569.950</u>		
CHARGES FINANCIERES	1.660.950	PRODUITS FINANCIERS	956.700
CHARGES EXCEPTIONNELLES	55.900	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3.500
CHARGES FISCALES	36.450		
PERTE A REPORTER			
TOTAL	124.471.750	TOTAL	124.471.750

BUDGET 2013

ACTIVITE DE DISTRIBUTION

I. <u>VENTES ET PRESTATIONS</u>		123.511.550
A. Chiffre d'affaire	118.057.550	
B. Variation des travaux en-cours	0	
C. Production immobilisée	3.148.900	
D. Autres produits d'exploitation	2.305.100	
II. <u>COUT DES VENTES ET PRESTATIONS</u>		-122.718.450
A. Approvisionnements et marchandises	75.313.300	
B. Services et biens divers	12.632.300	
C. Rémunérations et charges sociales	21.566.000	
D. Dotations aux amortissements	11.255.950	
E. Réductions de valeur	1.095.400	
F. Provisions pour risques et charges	285.550	
G. Autres charges d'exploitation	569.950	
III. <u>RESULTAT D'EXPLOITATION</u>		793.100
IV. <u>RESULTAT FINANCIER</u>		-704.250
A. Produits financiers	956.700	
B. Charges financières	1.660.950	
V. <u>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</u>		88.850
VI. <u>RESULTAT EXCEPTIONNEL</u>		-52.400
A. Produits exceptionnels	3.500	
B. Charges exceptionnelles	55.900	
VII. <u>RESULTAT AVANT IMPOTS</u>		36.450
VIII. <u>IMPOT SUR LE RESULTAT</u>		-36.450
IX. <u>RESULTAT A AFFECTER</u>		0

Volumes produits et achetés par l'activité de Production

Années	Volume acheté	Volume capté				PRODUCTION
	Total achats d'eau	Hesbaye	Néblon	Autres captages	Total m ³ produits	Total M ³ produits et achetés
2005	10.384.481	16.382.461	9.417.451	1.466.894	27.266.806	37.651.287
2006	11.162.767	15.849.912	8.535.787	1.393.536	25.779.235	36.942.002
2007	10.190.368	13.766.363	10.500.109	1.497.779	25.764.251	35.954.619
2008	9.842.684	13.615.763	10.269.913	1.411.845	25.297.521	35.140.205
2009	9.934.215	15.626.019	9.824.311	1.569.157	27.019.487	36.953.702
2010	10.157.100	12.966.000	10.000.550	1.410.000	24.376.550	34.533.650
2011	10.125.000	13.613.450	9.500.000	1.634.000	24.747.450	34.872.450
2012	10.275.000	13.284.900	9.500.000	1.634.000	24.418.900	34.693.900
2013	10.275.000	13.116.400	9.500.000	1.634.000	24.250.400	34.525.400
2014	10.822.500	12.395.000	9.500.000	1.634.000	23.529.000	34.351.500
2015	10.275.000	12.777.750	9.500.000	1.634.000	23.911.750	34.186.750

Ventes d'eau

Activité de Production				Activité de Distribution				
Années	Cessions internes	Cessions externes	Total M ³ vendus	Bâtiments communaux	Abonnés ordinaires	Contrats	Total m ³ vendus	Rendement réseau
2005	33.467.628	3.525.918	36.993.546	593.222	25.770.168	78.513	26.441.903	79,01%
2006	33.154.551	3.313.322	36.467.873	563.228	25.881.210	81.451	26.525.889	80,01%
2007	31.571.768	3.380.947	34.952.715	534.027	25.311.206	42.218	25.887.451	82,00%
2008	31.334.931	3.210.771	34.545.702	532.053	24.786.446	43.486	25.361.985	80,94%
2009	33.311.406	3.316.647	36.628.053	522.171	24.692.879	39.347	25.254.397	75,81%
2010	30.651.000	2.935.000	33.586.000	522.850	24.341.050	42.060	24.905.960	81,26%
2011	31.250.000	2.925.000	34.175.000	516.000	24.445.000	40.100	25.001.100	80,00%
2012	31.090.000	2.910.000	34.000.000	511.500	24.325.000	40.100	24.876.600	80,01%
2013	30.939.900	2.895.000	33.834.900	507.000	24.205.000	40.100	24.752.100	80,00%
2014	30.784.500	2.880.000	33.664.500	502.500	24.085.000	40.100	24.627.600	80,00%
2015	30.628.000	2.875.000	33.503.000	498.000	23.965.000	40.100	24.503.100	80,00%

Evolution des prix de ventes

Années	Prix de cession du m ³ produit		Coût Vérité Distribution C V D		Coût Vérité Assainissement C V A				
2005	0,5500 €		1,6800 €		0,5229 €				
2006	0,5500 €		1,8000 €		0,6250 €				
2007	0,5600 €		1,8622 €		0,7950 €				
2008	0,5820 €		1,9300 €		1,0550 €				
2009	0,6070 €		2,1200 €		1,3080 €				
2010	0,6760 €		2,2144 €		1,3080 €				
2011	(*)	2%	0,6928 €	(*)	7%	2,3600 €	(*)	9%	1,4320 €
2012	(*)	12%	0,7572 €	(*)	13%	2,5114 €	(*)	25%	1,6400 €
2013	(*)	18%	0,8010 €	(*)	20%	2,6546 €	(*)	43%	1,8700 €
2014	(*)	30%	0,8816 €	(*)	28%	2,8312 €	(*)	62%	2,1250 €
2015	(*)	34%	0,9062 €	(*)	31%	2,9048 €	(*)	80%	2,3600 €

(*) Evolution des coûts de cession prévisionnels par rapport aux prix de cession actuels autorisés

Enveloppes budgétaires réservées aux investissements de **I=activité de Production** :

	2011	2012	2013
Acquisition de terrains	350.000	500.000	1.100.000
Mesures de protection des captages	450.000	800.000	800.000
Réhabilitation d'ouvrages	900.000	720.000	200.000
Remplacement de conduites à risques	3.585.000	4.430.000	4.200.000
Traitement des eaux	2.500.000	2.500.000	12.000.000
Travaux de sécurisation	1.600.000	3.000.000	1.800.000
Travaux de voirie	2.165.000	800.000	600.000
Renouvellement d'équipements dans les centrales	400.000	400.000	400.000
Aménagements des locaux	370.000	477.000	120.000
Equipement ateliers	32.500	20.000	20.000
Equipement laboratoire	67.000	55.000	23.000
Matériel et outillage	30.000	30.000	30.000
Mobilier et machine de bureau	0	0	0
Matériel informatique	68.000	20.000	20.000
Radiotéléphonie	10.000	10.000	10.000
Renouvellement du parc véhicules	198.850	136.500	65.500
Total investissements sur fonds propres	12.726.350	13.898.500	21.388.500
Travaux dédoublement « Néblon »	10.520.000	8.500.000	8.550.000
Etudes et surveillance « Néblon »	1.030.000	930.000	830.000
Total des investissements sur fonds externes	11.550.500	9.430.000	9.380.000

	2014	2015
Acquisition de terrains	700.000	0
Mesures de protection des captages	800.000	800.000
Réhabilitation d'ouvrages	200.000	200.000
Remplacement de conduites à risques	4.000.000	4.000.000
Traitement des eaux	8.000.000	5.000.000
Travaux de sécurisation	300.000	300.000
Travaux de voirie	700.000	700.000
Renouvellement d'équipements dans les centrales	400.000	400.000
Aménagements des locaux	100.000	100.000
Equipement ateliers	20.000	20.000
Equipement laboratoire	0	65.000
Matériel et outillage	30.000	30.000
Matériel informatique	20.000	20.000
Radiotéléphonie	10.000	10.000
Renouvellement du parc véhicules	138.950	150.000
Total investissements sur fonds propres	15.418.950	11.795.000
Travaux dédoublement « Néblon »	0	0
Etudes et surveillance « Néblon »	730.000	0
Total des investissements sur fonds externes	730.000	0

Enveloppes budgétaires réservées aux investissements de **I=activité de Distribution** :

	2011	2012	2013
Extensions de réseaux	260.000	575.000	260.000
Remplacements conduites prioritaires	5.370.000	4.436.000	4.515.000
Remplacements raccordements sur conduites prioritaires	1.196.000	1.507.000	1.311.000
Remplacements racc. en plomb sur conduites prioritaires	1.075.000	326.000	560.000
Réhabilitation d'ouvrages	300.000	250.000	150.000
Placements et mutations de gros compteurs	300.000	300.000	300.000
Remplacement de raccordements ponctuels	300.000	300.000	300.000
Remplacement ponctuel de raccordements en plomb	960.000	960.000	960.000
Petites améliorations localisées	20.000	20.000	20.000
Pose de nouvelles vannes	20.000	20.000	20.000
Augmentation de la pression	10.000	210.000	10.000
Conduites à risques remplacées à l'occasion travaux de voirie	3.552.500	2.985.500	2.985.500
Remplacement raccordements à l'occasion travaux de voirie	761.250	639.750	639.750
Remplacement raccordements pb à l'occasion travaux de voirie	761.250	639.750	639.750
Remaniement de réseau	335.000	1.885.000	35.000
Raccordement suite remaniement réseau	3.000	3.000	3.000
Equipement des ateliers et du bureau d'études	95.000	0	0
Remplacement raccordements bizaroides	4.000	4.000	4.000
Equipement bâtiment	5.000	5.000.	5.000
Matériel et outillage	133.000	69.600	69.600
Mobilier et machines de bureau	30.400	16.000	16.000
Radiotéléphonie	5.000	5.000	0
Matériel informatique	340.800	219.500	68.500
Renouvellement du parc véhicules	876.450	428.050	442.900
Total des investissements sur fonds propres	16.713.650	15.804.150	13.315.000
Remplacement de raccordements en plomb	5.000.000	5.000.000	5.000.000
Total des investissements sur fonds externes	5.000.000	5.000.000	5.000.000

	2014	2015
Extensions de réseaux	260.000	260.000
Remplacements conduites prioritaires	4.015.000	3.215.000
Remplacements raccordements sur conduites prioritaires	1.011.000	711.000
Remplacements raccordements en plomb sur conduites prioritaires	317.000	200.000
Réhabilitation d'ouvrages	100.000	100.000
Placements et mutations de gros compteurs	300.000	300.000
Petites améliorations localisées	20.000	20.000
Pose de nouvelles vannes	20.000	20.000
Augmentation de la pression	10.000	10.000
Conduites à risques remplacées à l'occasion travaux de voirie	1.935.500	1.585.500
Remplacement raccordements à l'occasion travaux de voirie	414.750	339.750
Remplacement raccordements pb à l'occasion travaux de voirie	414.750	339.750
Raccordement suite remaniement réseau	3.000	3.000
Remplacement raccordements bizaroides	4.000	4.000
Mobilier et machines de bureau	16.000	16.000
Equipement bâtiment	5.000	5.000.
Matériel et outillage	69.600	0
Radiotéléphonie	1.000	1.000
Matériel informatique	10.000	10.000
Renouvellement du parc véhicules	294.500	365.000
Total des investissements sur fonds propres	9.151.500	7.505.000

C.I.L.E.

Perspectives Budgétaires

2010 à 2015

ACTIVITÉ DE PRODUCTION

Evaluations Budgétaires 2007 - 2008 - 2009 - 2010 de l'Activité de PRODUCTION

	Exercice 2007		Exercice 2008		Exercice 2009		Budget 2010
	Budget	Réalisé	Budget	Réalisé	Budget	Réalisé	
CHARGES							
CHARGES D'EXPLOITATION	24.499.650	22.989.529	24.689.260	23.139.036	25.205.775	24.655.222	27.017.850
1. Achats	<u>9.457.000</u>	<u>8.104.679</u>	<u>8.984.435</u>	<u>7.892.327</u>	<u>9.225.865</u>	<u>9.391.415</u>	<u>10.029.650</u>
- Eau	6.250.350	4.959.007	5.769.035	4.754.111	6.041.750	6.143.607	6.893.150
- Fonds de protection	2.666.700	2.636.464	2.676.750	2.567.331	2.596.490	2.700.477	2.525.300
- Assainissement public (S.P.G.E.)	100.750	102.379	126.600	137.991	160.875	166.961	163.500
- Achats marchandises	339.200	405.145	402.050	415.219	416.750	376.344	437.700
- Sous-traitants à facturer	100.000	1.684	10.000	17.675	10.000	4.025	10.000
2. Transferts d'activité	<u>180.000</u>	<u>279.620</u>	<u>280.000</u>	<u>223.957</u>	<u>285.000</u>	<u>210.096</u>	<u>285.000</u>
3. Services et biens divers	<u>3.904.150</u>	<u>3.947.214</u>	<u>3.834.550</u>	<u>3.741.136</u>	<u>4.041.410</u>	<u>4.053.524</u>	<u>4.110.950</u>
- Frais sur achats	2.100	3.153	2.150	2.958	3.200	5.117	6.150
- Indemnités d'occupation & autres	983.650	971.326	986.600	972.753	925.260	1.031.820	993.500
- Charges locatives	93.200	95.626	93.900	127.784	107.950	96.565	109.400
- Entretien et réparations	677.600	603.928	554.850	502.581	568.550	617.143	557.200
- Frais informatiques	508.600	596.999	519.750	561.625	632.300	529.850	591.600
- Fournitures à l'intercommunale	1.047.750	1.071.654	1.098.650	1.096.722	1.286.050	1.275.528	1.125.450
- Redevances & assurances	204.900	197.032	205.000	196.997	196.600	169.610	201.900
- Honoraires et cotisations	193.300	198.174	189.350	122.446	155.800	165.867	299.600
- Notoriété - Emoluments - Réception	193.050	209.322	184.300	157.270	165.700	162.023	226.150
4. Rémunérations - Charges sociales	<u>4.422.750</u>	<u>4.455.989</u>	<u>4.787.050</u>	<u>4.596.384</u>	<u>5.021.250</u>	<u>4.779.608</u>	<u>5.343.050</u>
- Rémunérations directes	3.294.100	3.219.297	3.435.850	3.351.591	3.617.800	3.551.626	3.843.300
- Charges patronales	1.052.100	1.019.064	1.095.050	1.055.106	1.141.950	1.065.806	1.215.750
- Autres frais de personnel	76.550	217.628	256.150	189.687	261.500	162.176	284.000
5. Amortissements	<u>6.425.300</u>	<u>6.174.580</u>	<u>6.662.000</u>	<u>6.130.500</u>	<u>6.590.140</u>	<u>6.272.565</u>	<u>7.211.550</u>
6. Dotations aux provisions	<u>86.450</u>	<u>43.010</u>	<u>127.725</u>	<u>540.000</u>	<u>28.310</u>	<u>32.114</u>	<u>25.050</u>
7. Réductions de valeurs sur créances	<u>20.000</u>	<u>-18.196</u>	<u>8.850</u>	<u>12.043</u>	<u>9.050</u>	<u>-87.409</u>	<u>10.000</u>
8. Autres charges d'exploitation	<u>4.000</u>	<u>2.633</u>	<u>4.650</u>	<u>2.688</u>	<u>4.750</u>	<u>3.310</u>	<u>2.600</u>
CHARGES FINANCIERES	100	33	121.100	114.864	183.870	-68.130	754.850
	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====
CHARGES EXCEPTIONNELLES	3.000	68.830	2.450	74.748	2.450	2.555.436	2.450
	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====
CHARGES FISCALES	14.000	14.040	14.000	14.040	14.000	14.041	14.000
	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====
BENEFICE A AFFECTER	0	1.288.133	0	691.161	0	239.943	0
	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====
TOTAL	24.516.750	24.360.565	24.826.810	24.033.849	25.406.095	27.396.513	27.789.150

Evaluations Budgétaires 2007 - 2008 - 2009 - 2010 de l'Activité de PRODUCTION

PRODUITS	Exercice 2007		Exercice 2008		Exercice 2009		<u>Budget 2010</u>
	<u>Budget</u>	<u>Réalisé</u>	<u>Budget</u>	<u>Réalisé</u>	<u>Budget</u>	<u>Réalisé</u>	
VENTES ET PRESTATIONS	23.166.750	22.986.747	23.994.610	23.223.232	24.587.395	25.760.619	26.972.050
1. Chiffre d'affaires	<u>22.856.550</u>	<u>22.423.425</u>	<u>23.695.010</u>	<u>22.932.075</u>	<u>23.998.445</u>	<u>25.488.957</u>	<u>26.088.850</u>
- Ventes d'eau internes	18.123.500	17.689.073	18.894.300	18.243.361	19.053.630	20.229.549	20.729.000
- Ventes d'eau externes	1.681.400	1.824.182	1.801.260	1.720.938	1.983.720	2.153.014	2.201.100
- Fonds de protection	2.654.900	2.651.118	2.687.500	2.609.087	2.611.770	2.766.774	2.543.900
- Assainissement public (S.P.G.E.)	100.750	102.379	126.600	137.991	160.875	166.961	163.500
- Produits des activités annexes	296.000	156.673	185.350	220.698	188.450	172.659	451.350
2. Variation des travaux en-cours	<u>0</u>	<u>-134.620</u>	<u>0</u>	<u>-68.779</u>	<u>0</u>	<u>-85.517</u>	<u>0</u>
3. Production immobilisée	<u>187.000</u>	<u>615.620</u>	<u>214.500</u>	<u>280.825</u>	<u>505.700</u>	<u>293.752</u>	<u>803.550</u>
4. Autres produits d'exploitation	<u>123.200</u>	<u>82.322</u>	<u>85.100</u>	<u>79.111</u>	<u>83.250</u>	<u>63.426</u>	<u>79.650</u>
PRODUITS FINANCIERS	1.340.000	1.372.870	821.200	810.606	815.200	1.453.139	813.600
PRODUITS EXCEPTIONNELS	10.000	948	11.000	11	3.500	182.756	3.500
TOTAL	<u>24.516.750</u>	<u>24.360.565</u>	<u>24.826.810</u>	<u>24.033.849</u>	<u>25.406.095</u>	<u>27.396.513</u>	<u>27.789.150</u>
Prix de cession de la Production		0,5600 €/m³		0,5820 €/m³		0,6070 €/m³	0,6760 €/m³

Perspectives Budgétaires 2011 - 2015 de l'Activité de PRODUCTION

	<u>Budget 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Perspective 2014</u>	<u>Perspective 2015</u>
CHARGES					
CHARGES D'EXPLOITATION	27.830.700	29.613.000	30.646.400	32.425.550	32.729.100
1. Achats	<u>10.241.550</u>	<u>10.760.550</u>	<u>11.164.950</u>	<u>12.045.500</u>	<u>11.768.200</u>
- Eau	6.912.850	7.403.800	7.785.300	8.633.700	8.326.650
- Fonds de protection	2.549.300	2.536.400	2.523.850	2.510.950	2.494.350
- Assainissement public (S.P.G.E.)	179.000	205.000	233.750	265.600	295.000
- Achats marchandises	595.400	610.350	617.050	630.250	647.200
- Sous-traitants à facturer	5.000	5.000	5.000	5.000	5.000
2. Transferts d'activité	<u>10.000</u>	<u>10.000</u>	<u>10.000</u>	<u>10.000</u>	<u>10.000</u>
3. Services et biens divers	<u>4.428.400</u>	<u>4.499.650</u>	<u>4.527.100</u>	<u>4.660.300</u>	<u>4.730.750</u>
- Frais sur achats	9.500	9.750	9.850	10.050	10.300
- Indemnités d'occupation & autres	1.036.650	1.038.050	1.039.350	1.115.600	1.094.250
- Charges locatives	92.100	94.400	95.400	97.450	100.100
- Entretien et réparations	676.250	693.150	700.750	715.800	735.150
- Frais informatiques	617.450	625.650	631.800	644.050	659.750
- Fournitures à l'intercommunale	1.322.800	1.355.750	1.370.650	1.400.050	1.437.750
- Redevances & assurances	214.400	219.750	222.150	226.950	233.100
- Honoraires et cotisations	252.900	252.100	244.000	233.000	237.600
- Notoriété - Emoluments - Réception	206.350	211.050	213.150	217.350	222.750
4. Rémunérations - Charges sociales	<u>5.454.950</u>	<u>5.741.400</u>	<u>5.677.500</u>	<u>5.685.250</u>	<u>5.743.550</u>
- Rémunérations directes	3.844.000	4.141.350	4.037.750	4.037.850	4.078.350
- Charges patronales	1.423.850	1.466.600	1.497.600	1.497.850	1.513.150
- Autres frais de personnel	187.100	133.450	142.150	149.550	152.050
5. Amortissements	<u>7.330.800</u>	<u>8.212.150</u>	<u>8.876.450</u>	<u>9.618.000</u>	<u>10.063.000</u>
6. Dotations aux provisions	<u>220.450</u>	<u>243.100</u>	<u>240.600</u>	<u>253.450</u>	<u>256.450</u>
7. Réductions de valeur sur créances	<u>12.600</u>	<u>12.900</u>	<u>13.050</u>	<u>13.350</u>	<u>13.700</u>
8. Autres charges d'exploitation	<u>131.950</u>	<u>133.250</u>	<u>136.750</u>	<u>139.700</u>	<u>143.450</u>
CHARGES FINANCIERES	503.750	923.900	1.343.300	1.916.100	2.268.100
CHARGES EXCEPTIONNELLES	10.250	10.250	10.250	10.250	10.250
CHARGES FISCALES	18.700	18.700	18.700	21.700	21.700
BENEFICE A AFFECTER	0	0	0	0	0
TOTAL	<u>28.363.400</u>	<u>30.565.850</u>	<u>32.018.650</u>	<u>34.373.600</u>	<u>35.029.150</u>

Perspectives Budgétaires 2011 - 2015 de l'Activité de PRODUCTION

PRODUITS	<u>Budget 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Perspective 2014</u>	<u>Perspective 2015</u>
VENTES ET PRESTATIONS	27.570.450	29.773.450	31.237.750	33.572.850	34.228.450
1. Chiffre d'affaires	<u>27.064.100</u>	<u>29.077.600</u>	<u>30.440.900</u>	<u>32.961.500</u>	<u>33.739.700</u>
- Ventes d'eau internes	<u>21.658.950</u>	<u>23.550.250</u>	<u>24.791.700</u>	<u>27.148.400</u>	<u>27.763.850</u>
- Ventes d'eau externes	<u>2.165.000</u>	<u>2.274.300</u>	<u>2.379.750</u>	<u>2.524.500</u>	<u>2.669.800</u>
- Fonds de protection	<u>2.588.400</u>	<u>2.575.100</u>	<u>2.562.650</u>	<u>2.549.750</u>	<u>2.537.550</u>
- Assainissement public (S.P.G.E.)	<u>179.000</u>	<u>205.000</u>	<u>233.750</u>	<u>265.600</u>	<u>295.000</u>
- Produits des activités annexes	<u>472.750</u>	<u>472.950</u>	<u>473.050</u>	<u>473.250</u>	<u>473.500</u>
2. Variation des travaux en-cours	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
3. Production immobilisée	<u>440.650</u>	<u>628.500</u>	<u>728.700</u>	<u>541.750</u>	<u>417.250</u>
4. Autres produits d'exploitation	<u>65.700</u>	<u>67.350</u>	<u>68.150</u>	<u>69.600</u>	<u>71.500</u>
PRODUITS FINANCIERS	789.450	788.900	777.400	797.250	797.200
PRODUITS EXCEPTIONNELS	3.500	3.500	3.500	3.500	3.500
TOTAL	<u>28.363.400</u>	<u>30.565.850</u>	<u>32.018.650</u>	<u>34.373.600</u>	<u>35.029.150</u>
Prix de cession prévisionnel de la Production	0,6928 €/m³	0,7572 €/m³	0,8010 €/m³	0,8816 €/m³	0,9062 €/m³

C.I.L.E.

Perspectives Budgétaires

2010 à 2015

ACTIVITÉ DE DISTRIBUTION

Evaluations Budgétaires 2007 - 2008 - 2009 - 2010 de l'Activité de DISTRIBUTION

CHARGES	Exercice 2007		Exercice 2008		Exercice 2009		Budget 2010
	Budget (CVD = 1,9000 €)	Réalisé (CVD = 1,8622 €)	Budget (CVD = 1,9300 €)	Réalisé (CVD = 1,9300 €)	Budget (CVD = 2,1200 €)	Réalisé (CVD = 2,1200 €)	
CHARGES D'EXPLOITATION	79.012.800	77.844.722	87.637.750	86.648.731	95.760.670	96.098.275	99.363.550
1. Achats	45.142.050	42.997.890	51.884.770	49.333.358	56.728.480	56.653.600	58.250.450
- Eau	18.123.500	17.689.073	18.894.300	18.243.361	19.053.630	20.229.549	20.729.000
- Fonds de protection	2.445.650	2.386.826	2.453.220	2.368.921	2.372.020	2.518.342	2.317.250
- Coût-vérité "Assainissement"	19.849.700	18.878.438	26.048.000	24.659.657	30.736.130	30.569.713	30.577.800
- Achats marchandises	4.124.700	3.134.449	3.807.600	3.107.669	3.642.500	2.351.396	3.685.850
- Sous-traitants à refacturer	598.500	909.105	681.650	953.750	924.200	984.599	940.550
2. Services et biens divers	11.102.850	10.755.410	10.960.450	10.069.895	11.590.450	12.065.847	11.475.350
- Frais sur achats	2.450	3.667	3.400	2.436	3.750	5.527	7.400
- Charges locatives	53.250	110.388	76.800	100.197	96.090	107.587	130.500
- Indemnités d'occupation	1.673.450	1.700.676	1.677.600	1.695.364	1.618.050	1.685.226	1.694.650
- Entretien et réparations	3.803.600	2.879.658	3.461.400	2.550.597	3.652.880	3.923.463	3.048.650
- Frais informatiques	1.575.750	1.903.332	1.741.700	1.830.259	1.875.850	1.902.496	2.252.350
- Fournitures à l'intercommunale	930.250	986.942	1.084.150	962.718	1.054.500	1.022.289	995.250
- Redevances & assurances	481.550	502.019	537.100	535.939	552.250	466.850	544.850
- Honoraires et cotisations	1.973.050	2.017.803	1.836.700	1.901.534	2.071.780	2.191.355	2.074.100
- Notoriété - Emoluments - Réception	609.500	650.924	541.600	490.851	665.300	761.052	727.600
3. Rémunérations - Charges sociales	16.559.800	16.384.317	18.339.850	17.386.301	19.009.000	17.089.711	19.929.400
- Rémunérations directes	12.255.480	11.946.038	13.164.850	12.456.788	13.744.250	12.798.238	14.507.850
- Charges patronales	3.880.410	3.802.024	4.223.100	3.873.693	4.315.100	3.792.183	4.543.200
- Autres frais de personnel	423.910	636.255	951.900	1.055.820	949.650	499.290	878.350
4. Amortissements	6.802.800	6.560.435	6.985.390	7.418.000	7.951.910	7.718.444	8.616.150
5. Dotations aux provisions	-1.207.850	396.410	-1.222.510	1.511.265	-391.870	1.413.447	-87.950
6. Réduction de valeur sur créances	241.800	360.160	324.500	560.212	389.000	718.028	620.100
6. Autres charges d'exploitation	371.350	390.101	365.300	369.700	483.700	439.198	560.050
CHARGES FINANCIERES	1.529.700	1.206.497	625.600	1.009.715	1.268.090	594.564	1.329.950
CHARGES EXCEPTIONNELLES	19.600	28.317	22.000	55.711	39.050	51.492	46.250
CHARGES FISCALES	72.450	60.649	38.400	41.498	38.580	32.273	19.800
AFFECTATION BENEFICIAIRE	0	1.832.464	0	51.638	0	490.615	0
TOTAL	80.634.550	80.972.648	88.323.750	87.807.293	97.106.390	97.267.218	100.759.550

Evaluations Budgétaires 2007 - 2008 - 2009 - 2010 de l'Activité de DISTRIBUTION

PRODUITS	Exercice 2007		Exercice 2008		Exercice 2009		Budget 2010
	Budget (CVD = 1,9000 €)	Réalisé (CVD = 1,8622 €)	Budget (CVD = 1,9300 €)	Réalisé (CVD = 1,9300 €)	Budget (CVD = 2,1200 €)	Réalisé (CVD = 2,1200 €)	
VENTES ET PRESTATIONS	79.628.950	79.386.035	87.298.500	86.301.557	96.237.510	95.503.945	99.836.300
1. <u>Chiffre d'affaires</u>	<u>75.065.800</u>	<u>74.301.062</u>	<u>82.567.100</u>	<u>81.010.051</u>	<u>92.043.660</u>	<u>91.782.729</u>	<u>95.228.500</u>
- Vente d'eau (Tarif net)	43.678.200	43.168.726	44.356.500	44.210.163	46.972.540	46.671.640	49.254.150
- Redevance	8.724.300	8.449.551	9.142.900	8.858.671	10.131.230	9.560.252	11.115.400
- Fonds social de l'eau	329.000	323.644	329.900	317.054	319.200	315.737	311.300
- Coût-vérité "Assainissement"	14.531.750	13.687.544	18.859.000	17.304.942	21.927.650	21.645.135	21.475.050
- Redevance "assainissement"	5.515.100	5.482.900	7.438.800	7.354.714	9.150.340	9.328.682	9.442.850
- Locations compteurs	342.300	347.550	344.600	346.968	350.000	347.420	350.000
- Produits des activités annexes	1.945.150	2.841.147	2.095.400	2.617.539	3.192.700	3.913.865	3.279.750
2. <u>Variation des travaux en-cours</u>	<u>0</u>	<u>-100.609</u>	<u>0</u>	<u>-235.956</u>	<u>0</u>	<u>42.919</u>	
3. <u>Transferts d'activité</u>	<u>180.000</u>	<u>279.620</u>	<u>280.000</u>	<u>223.957</u>	<u>285.000</u>	<u>210.096</u>	<u>285.000</u>
4. <u>Production immobilisée</u>	<u>2.524.100</u>	<u>2.907.078</u>	<u>2.455.350</u>	<u>3.277.337</u>	<u>1.804.200</u>	<u>1.365.601</u>	<u>2.192.000</u>
5. <u>Autres produits d'exploitation</u>	<u>1.859.050</u>	<u>1.998.884</u>	<u>1.996.050</u>	<u>2.026.168</u>	<u>2.104.650</u>	<u>2.102.600</u>	<u>2.130.800</u>
PRODUITS FINANCIERS	905.200 =====	1.469.978 =====	926.250 =====	1.419.028 =====	757.080 =====	798.649 =====	851.250 =====
PRODUITS EXCEPTIONNELS	100.400 =====	116.635 =====	99.000 =====	86.708 =====	111.800 =====	964.624 =====	72.000 =====
TOTAL	80.634.550	80.972.648	88.323.750	87.807.293	97.106.390	97.267.218	100.759.550
CVA	0,8060 €/m³	0,7950 €/m³	1,0550 €/m³	1,0550 €/m³	1,2870 €/m³	1,3080 €/m³	1,3080 €/m³

Perspectives Budgétaires 2011 - 2015 de l'Activité de DISTRIBUTION

CHARGES	Budget 2011 <u>(CVD = 2,3600 €)</u>	Budget 2012 <u>(CVD = 2,5114 €)</u>	Budget 2013 <u>(CVD = 2,6546 €)</u>	Perspective 2014 <u>(CVD = 2,8312 €)</u>	Perspective 2015 <u>(CVD = 2,9048 €)</u>
CHARGES D'EXPLOITATION	105.620.550	114.343.900	122.718.450	131.788.450	138.866.000
1. <u>Achats</u>	<u>62.022.000</u>	<u>68.780.600</u>	<u>75.313.300</u>	<u>83.304.750</u>	<u>89.346.300</u>
- Eau	21.658.950	23.550.250	24.791.700	27.148.400	27.763.850
- Fonds de protection	2.362.500	2.350.400	2.339.050	2.327.300	2.315.500
- Coût-vérité "Assainissement"	33.391.000	38.155.200	43.405.350	49.209.650	54.522.800
- Achats marchandises	3.574.450	3.663.800	3.704.600	3.523.750	3.618.900
- Sous-traitants à refacturer	1.035.100	1.060.950	1.072.600	1.095.650	1.125.250
2. <u>Services et biens divers</u>	<u>12.302.950</u>	<u>12.508.650</u>	<u>12.632.300</u>	<u>12.836.900</u>	<u>13.121.800</u>
- Frais sur achats	5.800	5.950	6.000	6.150	6.300
- Charges locatives	135.150	138.500	140.000	143.000	146.850
- Indemnités d'occupation	1.684.800	1.684.400	1.685.150	1.685.700	1.686.200
- Entretiens et réparations	3.641.400	3.732.500	3.775.250	3.854.700	3.958.750
- Frais informatiques	2.003.850	2.032.000	2.079.400	2.115.700	2.162.250
- Fournitures à l'intercommunale	1.128.650	1.156.800	1.169.550	1.194.700	1.226.900
- Redevances & assurances	534.950	548.300	554.350	566.250	581.550
- Honoraires et cotisations	2.523.900	2.551.150	2.556.950	2.592.950	2.658.450
- Notoriété - Emoluments - Réception	644.450	659.050	665.650	677.750	694.550
3. <u>Rémunérations - Charges sociales</u>	<u>20.468.900</u>	<u>20.978.250</u>	<u>21.566.000</u>	<u>21.595.300</u>	<u>21.815.900</u>
- Rémunérations directes	14.533.700	14.999.650	15.388.950	15.389.350	15.543.600
- Charges patronales	5.277.350	5.304.750	5.589.350	5.590.100	5.646.600
- Autres frais de personnel	657.850	673.850	587.700	615.850	625.700
4. <u>Amortissements</u>	<u>9.358.650</u>	<u>10.323.250</u>	<u>11.255.950</u>	<u>11.711.900</u>	<u>12.143.300</u>
5. <u>Dotations aux provisions</u>	<u>-2.750</u>	<u>187.800</u>	<u>285.550</u>	<u>567.200</u>	<u>545.900</u>
6. <u>Réduction de valeur sur créances</u>	<u>905.250</u>	<u>995.800</u>	<u>1.095.400</u>	<u>1.204.950</u>	<u>1.325.450</u>
6. <u>Autres charges d'exploitation</u>	<u>565.550</u>	<u>569.550</u>	<u>569.950</u>	<u>567.450</u>	<u>567.350</u>
CHARGES FINANCIERES	1.220.950	1.440.950	1.660.950	1.770.950	1.770.950
CHARGES EXCEPTIONNELLES	53.950	55.300	55.900	57.100	58.650
CHARGES FISCALES	36.450	36.450	36.450	27.150	27.150
AFFECTATION BENEFICIAIRE	0	0	0	0	0
TOTAL	106.931.900	115.876.600	124.471.750	133.643.650	140.722.750

Perspectives Budgétaires 2011 - 2015 de l'Activité de DISTRIBUTION

PRODUITS	<u>Budget 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Perspective 2014</u>	<u>Perspective 2015</u>
	<u>(CVD = 2,3600 €)</u>	<u>(CVD = 2,5114 €)</u>	<u>(CVD = 2,6546 €)</u>	<u>(CVD = 2,8312 €)</u>	<u>(CVD = 2,9048 €)</u>
VENTES ET PRESTATIONS	106.041.500	114.927.750	123.511.550	132.638.150	139.702.550
1. <u>Chiffre d'affaires</u>	<u>100.481.250</u>	<u>109.162.950</u>	<u>118.057.550</u>	<u>128.423.300</u>	<u>135.566.950</u>
- Vente d'eau (Tarif net)	50.935.450	53.838.650	56.524.150	59.875.100	61.009.100
- Redevance	11.590.300	12.484.500	13.355.650	14.414.050	14.963.050
- Fonds social de l'eau	312.500	310.950	309.400	307.850	306.300
- Coût-vérité "Assainissement"	23.342.650	26.498.600	29.944.300	33.720.250	37.106.400
- Redevance "assainissement"	10.487.350	12.158.250	14.031.650	16.136.350	18.133.200
- Locations compteurs	348.000	348.500	349.000	349.500	350.000
- Produits des activités annexes	3.465.000	3.523.500	3.543.400	3.620.200	3.698.900
2. <u>Variation des travaux en-cours</u>					
3. <u>Transferts d'activité</u>	<u>10.000</u>	<u>10.000</u>	<u>10.000</u>	<u>10.000</u>	<u>10.000</u>
4. <u>Production immobilisée</u>	<u>3.310.700</u>	<u>3.490.500</u>	<u>3.148.900</u>	<u>1.875.400</u>	<u>1.752.100</u>
5. <u>Autres produits d'exploitation</u>	<u>2.239.550</u>	<u>2.264.300</u>	<u>2.295.100</u>	<u>2.329.450</u>	<u>2.373.500</u>
PRODUITS FINANCIERS	886.900 =====	945.350 =====	956.700 =====	1.002.000 =====	1.016.700 =====
PRODUITS EXCEPTIONNELS	3.500 =====	3.500 =====	3.500 =====	3.500 =====	3.500 =====
TOTAL	106.931.900	115.876.600	124.471.750	133.643.650	140.722.750
CVA	1,4320 €/m³	1,6400 €/m³	1,8700 €/m³	2,1250 €/m³	2,3600 €/m³

IV. RAPPORT RELATIF AUX COMPTES APPROUVES ET LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION ET DE REALISATION POUR LES ANNEES 2011-2012-2013

INTRODUCTION

Le Code de la Démocratie, et plus particulièrement son article L 1512-5 § 4 stipule que l'assemblée générale de fin d'année, suivant la moitié du terme de la législature communale, a nécessairement à son ordre du jour un rapport permettant de faire le lien entre les comptes approuvés des trois exercices précédents et les perspectives d'évolution et de réalisation pour les trois années suivantes.

Pour la facilité du lecteur, les thèmes principaux fixés dans les plans stratégiques ad hoc sont abordés ci-après. Une évaluation financière sur base des résultats des exercices 2008 et 2009 est également reprise. A la date d'aujourd'hui, il est évidemment impossible de fournir le résultat du compte de l'exercice 2010.

A. THEMES PRINCIPAUX :

1. La recherche de la source de financement la plus adéquate des investissements

Le 30 novembre 2009, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a marqué son accord, au travers de deux conventions, sur un prêt d'un montant total de 120 millions €. Cette opération a été rendue possible grâce à la garantie apportée par la Province de Liège.

Le 1^{er} octobre 2010, une première tranche d'un montant de 20 millions €, contrepartie d'un investissement sur fonds propres de 40 millions €, a été libérée. Les principaux investissements dont il est question ci-après seront financés tout ou en partie grâce aux capitaux européens susvisés.

2. Le dédoublement de l'adduction du Néblon

Cet investissement est destiné à sécuriser plusieurs dizaines de kilomètres de canalisations sur les arrondissements de Liège et de Huy Waremme. Les études qui y sont liées ont débuté en 2008 et les travaux, en 2009. Le coût total estimé de ce dossier est de 52 millions €. Le terme des travaux est, quant à lui, fixé à 2015.

3. Le traitement de l'eau

Le plan stratégique 2008-2010 prévoyait d'étudier les traitements des eaux des différents captages exploités par notre intercommunale.

Le Conseil d'Administration du mois de septembre 2010, au terme d'une réflexion, notamment, sur la problématique des nitrates au niveau des captages de Hesbaye, a approuvé la réalisation d'une étude en vue de la mise en place d'usines de traitement. Le montant total des travaux est estimé aujourd'hui à 30 millions €.

4. Les remplacements de raccords en plomb

Pour mémoire, une directive européenne traduite en droit wallon, en décembre 2002, impose aux distributeurs, pour la fin 2013, une teneur en plomb inférieure à 10 microgrammes/litre. Par souci de sécurité, la CILE s'est inscrite dans une politique d'élimination totale de contact entre l'eau et le plomb.

A la fin de l'année 2009, ce sont plus de 30 millions € qui ont déjà été dépensés à cet effet. Le plan stratégique 2001-2013 a, de nouveau, budgétisé plus de 20 millions € pour atteindre l'objectif européen.

5. Le renouvellement des conduites prioritaires « à risques »

Dans la continuité des exercices antérieurs, un effort particulier a été consenti dans ce cadre. Il est évident que ce type de travaux doit être poursuivi afin de maintenir un outil de distribution performant.

6. Protection des captages

Les actions inscrites dans le plan stratégique 2008-2010 pour la délimitation des zones de prévention et les actions de protection seront poursuivies dans le cadre du nouveau plan stratégique. Conformément aux nouvelles dispositions du Code de l'Eau, les programmes d'actions seront actualisés et transmis à la SPGE. Les travaux de mise en conformité seront confiés à PROTECTIS conformément au contrat de service conclu avec la SPGE, qui en assure le financement.

Le service continuera à exercer une surveillance générale des activités exercées dans les zones de captage de la CILE durant les trois prochaines années. Il développera en particulier un programme de surveillance spécifique dans la zone de prévention du Néblon suivant les principes du plan HACCP mis en place à Pêchet tandis qu'il y conduira un programme de sensibilisation des agriculteurs en collaboration avec l'asbl NITRAWAL.

B. EVALUATION DES INDICATEURS FINANCIERS POUR LES EXERCICES 2008 ET 2009

1. Exercice 2008

Pour l'exercice 2008, la capacité d'autofinancement a été fixée à 12,75 millions €, ce qui correspond au cash-flow de réinvestissement de l'exercice 2007 (total des amortissements ordinaires sur les deux activités).

Tenant compte que la prévision des dépenses sur engagements en cours au 1er janvier 2008 s'élevait à 11 millions d'euros, qu'à cela venait encore s'ajouter les investissements en acquisitions directes, la capacité en travaux d'investissements nouveaux sur fonds propres était impossible.

Pour ne pas mettre en péril la capacité financière de la CILE, nous avons limité les engagements budgétaires des investissements 2008 à ce que nous avons jugé possible d'être réalisé dans le courant de l'exercice, voire, au maximum, dans les 12 mois suivants, sachant que le total des disponibilités financières internes se chiffrait en début d'exercice à 19 millions EUR.

Au plan stratégique 2008 les prévisions de travaux en investissements atteignaient 22.352.000 EUR, dont 11.600.000 EUR sur fonds de tiers (emprunt à contracter).

Aucun emprunt n'ayant été sollicité, les taux d'emprunt étant à la hausse juste avant la crise financière mondiale, nos prévisions d'investissements 2008 ont été revues à 10.752.000 EUR.

Pour le seul exercice 2008

# Prévisions budgétaires	:	10.752.000,00 €		
# Engagements	:	10.563.144,17 €	Taux d'engagement	: 98 %
# Dépenses:		7.603.275,78 €	Taux d'exécution	: 72 %

En cumul des encours, sur l'exercice 2008

# Prévision budgétaires	:	21.752.000,00 €		
# Engagements	:	22.063.254,24 €	Taux d'engagement	: 101 %
# Dépenses:		15.717.991,37 €	Taux d'exécution	: 71 %

2. Exercice 2009

Au terme de l'exercice 2009, les écarts enregistrés entre les montants réalisés et sommes budgétisées sont globalement tenus dans l'une et l'autre des activités. Ce constat met en évidence la qualité du travail prévisionnel fourni.

Les principales discordances trouvent leur justification dans deux facteurs externes non maîtrisables par nos services comptables.

- Les rudes conditions hivernales, qui ont nécessité un plus grand besoin de fourniture d'eau en tête des réseaux de distribution. Ces besoins ont mis en évidence l'efficacité de nos captages, puisque ceux-ci ont supporté, seuls, l'ensemble des augmentations sollicitées. Notre autonomie d'approvisionnement s'en est retrouvée renforcée.

Autre constat, nos installations de distribution, conduites et raccordements, ont subi un grand nombre d'interventions en réparation sur fuites et ruptures. Pour l'activité de distribution, le coût externe complémentaire total se chiffre à 895 mille euros.

- Les conséquences de la crise bancaire mondiale, déclarée en septembre 2008, sur :
 - a. nos perspectives de travail, en terme d'organisation et de recrutement du personnel;
 - b. nos conditions d'accès aux capitaux de tiers et nos capacités d'emprunt;
 - c. l'atteinte de nos objectifs d'investissements (respect du planning).

Nos besoins n'ayant pu être rencontrés par le marché bancaire traditionnel, nous avons sollicité les capacités financières de la B.E.I.

Le contrat de financement a été rapidement conclu, il fut signé le 30 novembre 2009, soit en moins de six mois de transactions et négociations. Le prélèvement d'une première tranche de 20 millions d'euros est effectif depuis le 1^{er} octobre 2010.

Si certains postes ont connu des écarts plus conséquents, faut-il encore en relativiser l'importance et l'impact réel sur le budget global des activités.

Pour conclure, après deux années de régression sensible de nos ventes d'eau domestiques et professionnelles, nous constatons que les volumes consommés se stabilisent en 2009.

Evolution et situation de notre programme d'investissements

Pour le seul exercice 2009

# Prévisions budgétaires	:	22.629.600,00 €	
■ Engagements	:	12.580.230,92 €	Taux d'engagement: 56 %
■ Dépenses	:	7.551.269,13 €	Taux d'exécution : 33 %

En cumul des encours, sur l'exercice 2009

■ Engagements	:	23.334.768,36 €	
■ Dépenses	:	15.964.035,59 €	Taux d'exécution : 68 %

CONCLUSIONS

Le lien entre les deux plans stratégiques est évident et est rendu possible, dans sa concrétisation physique, grâce aux fonds octroyés par la Banque Européenne d'Investissement.

C'est, par ailleurs, sous la surveillance de cette dernière que le plan stratégique 2011-2013 se déroulera largement. Et ce, notamment, tant par la vérification des ratios financiers imposés dans les contrats de crédit que par la vérification des taux d'exécution des investissements programmés et approuvés.

Pour en terminer, il est important de noter que la CILE a tout mis en œuvre pour maîtriser son évolution tarifaire.

En effet, le plan stratégique élaboré en 2007 pour les exercices 2008 à 2010 prévoyait un Coût Vérité Distribution (CVD), pour 2008 de 1,93 €, pour 2009, de 2,065 € et, pour l'exercice 2010, de 2,18 €.

Le Comité de contrôle de l'Eau et le SPF Economie ont marqué leur accord sur un CVD de 1,93 € pour l'année 2008, de 2,12 € pour l'année 2009 et de 2,2144 € pour l'année 2010. La faible différence entre les prévisions effectuées à ce niveau en 2007 pour les années 2009 et 2010, s'élève respectivement à 2,66 % et 1,57 %. Cette faible augmentation s'explique par les facteurs que sont, notamment :

- l'impact de la crise bancaire sur le financement du fonds de pension ;
- les trois sauts d'index successifs en 2008 ;
- l'augmentation du coût de nos approvisionnements en eaux de surface, ...

La politique tarifaire qui sera menée pour les exercices 2011 à 2013 veillera à ne faire supporter au consommateur que des investissements garantissant une fourniture d'eau pérenne en quantité et qualité.

Jean-Géry GODEAUX,
Président